

Le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20°)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE		ÉTRANGER	
Un an...	22 fr.	Un an...	30 fr.
Six mois...	11 fr.	Six mois...	15 fr.
Trois mois...	5 fr. 50	Trois mois...	7 fr. 50

Chèques postal : J. Girardin 1191-98

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

LES ASSASSINS A L'ŒUVRE

LIVRER treize têtes au bourreau dans la même matinée ; voici, n'est-il pas vrai, un exploit peu commun et dont peut s'enorgueillir à bon droit la France républicaine et civilisatrice. Tel est, en effet, le palmarès obtenu par la bande de chacals et de vautours charognards qui font la pluie et le beau temps dans notre doux pays.

Le 17 juin, à 6 heures du matin, treize hommes ont été décapités pour la plus grande gloire des porteurs de valeurs indochinoises. A Yen-Bay, le lieu même qui vit se dérouler la révolte malheureuse des cochinchinois, toute la tourbe militaire, administrative, coloniale et journalistique était là pour assister à l'assassinat de pauvres bougres d'esclaves qui avaient, en un moment de colère, pensé briser leurs chaînes.

Quatre autres avaient subi le même sort auparavant — et cette répétition de la criminalité répressive comble aujourd'hui de joie toute la racaille républicaine, tout le monceau de boues des hommes d'affaires, toutes les hyènes puantes de la soldatesque.

Un labyrinthe de plume (qui jadis eut quelque velléité de courage vite réprimée à coups de banconotes) assista à ce massacre pour le compte du *Petit Parisien* et il nous en fait un récit qui a de quoi lever le cœur de tout homme libre, Louis Roubaud, par la relation presque enthousiaste qu'il nous fait de cette lugubre matinée vient d'achever de se déshonorer.

Les treize victimes de l'impérialisme français sont tombées sous le couperet sans qu'on ait pu leur arracher un mot de désaveu — et bien que le sportulair sus-nommé soit allé peu de temps avant essayer, de leur tirer un cri de repentir.

Lisons plutôt ce passage du récit de Roubaud :

En arrivant sur la prairie Nguyen Van Cuai, dit « Le charitable », s'écria : — Toi xin noi. (Je veux dire quelque chose).

Mais un légionnaire lui appliqua une main sur la bouche. Quelques instants après, Nguyen Van Thinh, « Le Prospère », commença :

— Viet Nam Quoc...

Il fut bâillonné de même. Et de même encore les autres.

— Viet Nam ! Viet Nam !... Terre d'Annam ! Terre d'Annam !...

J'entendis cela plusieurs fois, et le mot retentissait encore à nos oreilles lorsque l'aperçus le dernier condamné, Nguyen Tai Hoc, le Grand Professeur, le visage gras, une barbe de lettré. Il souriait ! D'un sourire simple, sans contrainte, et il saluait la foule en inclinant la tête. Lui aussi, d'une voix forte et bien timbrée entonna : « Viet Nam Quoc ! » et la main du légionnaire étouffa son cri.

Certes, nous ne partageons pas toutes les idées de ceux qui moururent ainsi, nous visons à une révolte qui aura des motifs plus puissants qu'une libération nationale. Mais cependant comment ne pas être en quelque sorte aux côtés de ceux qui veulent se débarrasser des oppresseurs féroces et sanguinaires qui exploitent ignominieusement les pauvres coolies.

Comment, lorsque l'on connaît la manière dont se conduisent les « blancs » partout où ils ont conquis le sol par le sabre — comment ne pas être aux côtés des hommes qui veulent libérer leurs frères de l'esclavage qui pèse si lourdement sur eux.

On aurait pu s'attendre à lire dans les journaux « avancés », de véhémentes protestations contre le crime treize fois répété qui vient de s'accomplir. Nous avons donc lu avidement les quotidiens de mercredi. Dans le *Peuple*, un bref communiqué relatant les exécutions — sans qu'aucun commentaire ne fut ajouté par la rédaction. Dans le *Populaire*, un silence complet.

C'est une véritable honte pour le mouvement ouvrier que pareil forfait ait été accepté d'un œil serein par les leaders.

Cependant nous sommes au mois de juin — et cela devra nous rappeler qu'il y a cinquante-neuf ans, en ce même mois de juin, une répression sanguinaire sévissait à Paris et à Versailles.

Les communistes qui avaient échappé aux exécutions sommaires étaient par dizaines envoyés devant les pelotons d'exécution, par milliers les autres allaient sur les pontons attendre leur départ pour le bagne.

Là encore le coffre-fort, le sabre et

le goupillon se vengeaient de ceux qui avaient eu l'audace de se révolter.

Seulement, aujourd'hui, le mouvement ouvrier est à peu près accaparé par toute une bande d'agresseurs et d'ambitieux qui — réformistes ou pseudo révolutionnaires — se servent de la misère humaine pour assouvir leur soif de Pouvoir.

Nous savons maintenant à quoi nous en tenir. Partout les gouvernements, de quelque étiquette qu'ils parent leur Etat, répriment sévèrement tous ceux qui ne veulent pas consentir à la veulerie universelle.

Que ce soit en Italie, en Espagne, en Russie, aux Balkans ou dans les colonies — que le Gouvernement soit fasciste, socialiste, républicain ou bolcheviste — partout on assassine comme on le fit hier à Yen-Bay.

C'est peut-être pourquoi le crime du 17 juin a pu se commettre dans une indifférence quasi générale.

En saluant ici les nouvelles victimes de l'impérialisme, nous attirons l'attention des travailleurs sur cette vérité première : L'Etat, instrument de coercition est appelé à n'être qu'une arme criminelle aux mains de ceux qui détiennent le Pouvoir.

Et pour que de nouveaux crimes ne se commettent plus, pareils à celui de Yen-Bay, nous devons lutter de toutes nos forces pour l'avènement d'une société libertaire, nous devons démasquer tous les politiciens qui chaque fois qu'ils en ont l'occasion, se conduisent d'une façon aussi monstrueuse que les tortionnaires de Yen-Bay.

PROPOS D'UN PARIA

Depuis le fameux « attentat » de Montreaux qui faillit coûter la vie — du moins c'est la Liberté qui l'affirme — à notre « Nghosanghiste », président du Conseil, tous les journaux à grand tirage, ayant une information qui se respecte, se sont évertués à en découvrir de similaires.

Toutes les personnes qui ont lu attentivement les détails de la catastrophe de Montreaux sont fixées sur ce premier « attentat ». C'est été trop facile d'inculper la courbe fautive, trop facile et trop onéreux pour la Compagnie.

Il fallait donc trouver autre chose. On fabriqua donc un attentat. Et l'émulation aidant, on en inventa d'autres. Rien de plus simple, ensuite, que d'établir qu'un vaste complot communiste, ou anarchiste, ou ce que vous voudrez en « iste », avait été ordonné que les voies ferrées et les malheureux que, leur mauvais sort oblige à s'en servir.

Le Petit Parisien ne pouvait rester en arrière, et c'est bien à lui que reviendrait le premier prix si un concours avait été ouvert à l'inventeur du plus bel attentat.

On pouvait donc lire ces jours derniers l'information suivante : « Près de Nuits-Saint-Georges, deux individus avaient déposé un bloc de ciment armé sur les rails peu avant le passage d'un express. »

Or, savez-vous quel était le volume de ce bloc de ciment armé qui surmontait par surcroît une tige de fer supportant une plaque de signalisation ? Un mètre cube environ. Je ne prends pas les lecteurs habitués du Petit Parisien pour des gens d'une intelligence bien développée, mais peut-être se trouve-t-il parmi eux des travailleurs du bâtiment qui savent ce que pèse un bloc de ciment armé d'un mètre cube.

Les deux lurons qui ont posé cela sur la voie étaient de solides gaillards. A moins qu'ils n'aient été aidés dans leur opération par une grue qui ne soit pas simplement métaphysique.

Et ce qu'il y a de plus curieux, c'est que le poseur qui aperçut la manœuvre des deux hercules et le visiteur qui alla chercher à la ressource étaient d'une force égale, puisque, à eux deux, ils enlevèrent le fameux bloc et évitèrent ainsi une effroyable catastrophe !...

Que les journalistes sportifs cessent de nous vanter les performances sensationnelles d'un Rigolot ou autres professionnels de l'arraché à deux bras. Il existe là-bas, du côté de Nuits-Saint-Georges, quatre hommes, au moins, qui sont capables de battre tous les records de la spécialité.

A moins que... à moins que le rédacteur du journal « au plus fort tirage » ait pondu son information sensationnelle étant assis et en se frottant royalement de ses lecteurs.

Ce petit fait en lui-même n'a d'autre importance que de démentir une fois de plus, si il en était encore besoin, quel crédit il faut donner aux journalistes bourgeois qui ont charge de faire l'opinion par des campagnes tendancieuses et des fausses nouvelles.

Le bloc de Nuits-Saint-Georges est vraiment trop enfariné. — Pierre Mualdès.

Contre l'extradition de Blanco et de Pons

L'agitation se poursuit de plus en plus dans le Midi de la France en faveur de la libération de Blanco et de Pons, les deux syndicalistes révolutionnaires espagnols réfugiés en France après une évasion étonnante du bagne de Figueras.

Le camarade Pizana, de Béziers, qui est l'âme de tout ce mouvement de solidarité et qui se dépense avec intelligence et courage pour empêcher que Pons et Blanco soient livrés aux sbires d'Alphonse XIII, nous apprend que notre ministre de la Justice a ordonné un complément d'enquête dans l'affaire de ces deux militants.

C'est un démenti. Il faut que la campagne menée pour les deux réfugiés ne se ralentisse point. Dans le Midi, nous l'avons déjà dit, la protestation se fait de plus en plus grandiose contre l'infâme extradition en perspective. Là-bas tout le monde concourt à la défense de Blanco et de Pons ; les syndicalistes de toutes nuances, les socialistes, les bolchevistes, les radicaux, les ligueurs des Droits de l'Homme, et leur presse régionale, apportent à nos amis anarchistes leur appui dans cette œuvre humaine entre toutes.

Mais à Paris, nous sommes à peu près les seuls, le Comité de Défense Sociale et l'Union anarchiste à nous émouvoir de la poignante situation des deux Espagnols. La presse de gauche est muette sur cette affaire. Ni l'Humanité, ni le Peuple, ni le Populaire, ni le Quotidien, ni l'Œuvre, ni Le Soir n'ont éprouvé le besoin de protester contre l'iniquité en préparation, le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme se tait aussi.

Les uns et les autres ne vont-ils point rompre un silence qui, s'il persistait, les rendrait complices des gouvernants d'Espagne et de France, bourreaux de deux vaillants hommes qui ont droit à toute notre compassion, à toute notre estime, à toute notre aide surtout ?

A TOUS LES GROUPES ET INDIVIDUALITES

Le Comité Régional de Défense du droit d'asile fait un fort tirage d'affiches double-colombier pour faire connaître dans toute la France l'injustice et le crime que signifie la menace d'extradition qui pèse sur nos camarades Pons et Blanco.

Tous les groupes doivent se mettre en rapport pour commandes et renseignements avec le secrétaire Louman, terrain Barral.

Nous comptons sur la présence de tous

On lira autre part le texte de l'affiche que nous allons apposer sur les murs de Paris, invitant à notre meeting du 27 courant.

Nous comptons sur la présence, à cette réunion, de tous les anarchistes habitant la région parisienne. Et sur celle notamment de ceux qui se réclament de l'anarchisme croiraient que notre attitude d'opposition à toute guerre n'est pas celle qui convient en « certaines circonstances ».

Ils auront la parole pour nous contredire et soutenir leur point de vue.

Pour le Régime Politique

Allons-nous assister à la suppression pure et simple du régime politique ?

Tant de sacrifices consentis par les militants n'auront-ils servi à rien ? On est tenté de le croire en lisant le compte rendu des brimades que Tardieu et les sous-Tardieu infligent aux détenus politiques de Clairvaux.

L'Humanité proteste, naturellement, mais à sa manière aussi venimeuse qu'inopérante. Elle laisse entendre que seuls les communistes sont brimés et que le camarade Ghislain a obtenu satisfaction.

Or nous recevons, au moment de la mise en pages, un coup de téléphone nous annonçant que Ghislain n'avait obtenu qu'en partie satisfaction n'étant pas autorisé à recevoir la visite des personnes habitant le département de l'Aube.

Nous nous solidarisons avec Ghislain pour protester contre les procédés d'un gouvernement odieux entre tous qui n'aura bientôt plus rien à envier à celui de Mussolini.

Nous reviendrons sur ce sujet la semaine prochaine.

Si la guerre éclate !

Les plaies occasionnées par la dernière guerre ne sont point pansées que déjà il est question de remettre ça.

La tension franco-italienne a été, ces temps derniers, portée à son comble. De chaque côté des Alpes, les armes sont fourbues et les esprits sont préparés à l'éventualité d'un nouveau massacre.

Ce que nous ferons ?

Les anarchistes déclarent qu'ils n'ont aucun goût pour des combats de cette sorte ; non seulement ils ne peuvent y participer, mais ils ne verraient pas les peuples y être entraînés sans s'y opposer de toute leur volonté.

DEVANT LA GUERRE QUI VIENT, QUE SERA DONC L'ATTITUDE DES ANARCHISTES ?

Leurs orateurs vous le diront loyalement et courageusement au :

GRAND MEETING

QUI AURA LIEU LE VENDREDI 27 JUIN, A 20 H. 30.
SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES, 8, RUE DANTON

Y prendront la parole :

SÉBASTIEN FAURE, JANIER, HAN RYNER
Gaston ROLLAND, LORÉAL, Pierre LEMEILLOR
L'UNION ANARCHISTE.

COLONIALISME

Chez certains, les paroles s'harmonisent aux actes. Avant que de faire couper treize têtes d'Indochinois, le ministre des Colonies Pietri avait tenu un grand discours préparatoire et vigoureusement applaudi par la Chambre, comme de juste.

Il répondait au socialiste Moutet, au communiste Berthon. Tous deux avaient dénoncé avec émotion, chacun à sa façon, les horreurs de la répression en Indochine. Il était trop facile de leur objecter que de semblables procédés avaient été employés par leurs amis respectifs, les gouvernants de la II^e ou de la III^e Internationale. Socialistes et communistes n'attendirent pas d'ailleurs que les tardiveurs leur fissent remarquer. Ils se chargèrent de « s'exécuter » mutuellement.

Ce n'est pas la seconde internationale, mais la troisième, clamait Moutet, qui a envoyé des avions en Mandchourie pour massacrer les jaunes.

Et Mac Donald, et les Indes ? ripostaient les amis de Cachin.

Ils avaient trop raison les uns et les autres. Les procédés de tous les gouvernements se valent.

Et la besogne de M. Pietri en fut d'autant facilitée, si tant est qu'elle avait besoin de l'être.

Naturellement, le ministre se glorifia hautement de tout ce qui avait été accompli, y compris le bombardement par avions des villages coupables de ne pas livrer les « rebelles » réfugiés, et la méthode consistant à dissiper les rassemblements à coups de fusil.

« La garde indigène a été amenée à se servir de ses armes. Elle était encerclée et, après les sommations d'usage, elle a fait feu. Si lourde avait été cette répression, elle s'imposait. »

Quant aux peines prononcées contre les révoltés :

« Des condamnations justifiées ont dû être prises. Nous devons sévir ; c'était notre devoir et c'était la loi. »

Et l'on continuera d'ailleurs allègrement à sévir.

« Aucun des meneurs qui tombera entre nos mains n'échappera au châtiment. Ceux qui céderont à un entraînement quelconque seront également punis. Les Sociétés secrètes seront traquées. »

On voit quel régime de liberté se prépare dans la péninsule. A peu près celui de la Russie du temps de Nicolas II.

La grande raison donnée est que les mécontents et les rebelles s'inspireraient du bolchevisme.

S'ils se font des illusions sur le bolchevisme ils ont bien tort, c'est qu'ils le connaissent mal.

Mais pourquoi devraient-ils faire confiance à Paris plutôt qu'à Moscou ? Pourquoi des Asiatiques devraient-ils se solidariser avec la Patrie démocratique française plutôt qu'avec tel ou tel « ennemi du dehors » pour parler comme M. Pietri ? Par reconnaissance du bonheur dont on les a gratifiés.

« On n'a pas le droit, s'écrit le ministre, de sous-estimer l'action bienfaisante de la France dans ses colonies. »

Non, l'on n'a pas ce droit, au sens le plus juridique du terme, surtout lorsque l'on est indigène, et ce sous peine de la prison, du bagne ou de la guillotine, au besoin.

Si l'on jette les yeux pourtant sur l'an-

quête menée par Louis Rouhaud dans le très bourgeois *Petit Parisien*, l'on est pour-tant obligé de mettre en doute cette action bienfaisante.

« L'idée révolutionnaire, écrit-il, germe sur le terrain du mécontentement et de la souffrance. »

Les coolies travaillent dix heures pour un salaire de vingt-trois sous ! Le paysan est réduit à un véritable servage. Ils subissent des impôts équivalant à un mois de leur travail.

La misère est telle que des mères en sont réduites à vendre leurs enfants pour une quinzaine de francs.

« ... L'on n'a pas le droit de sous-estimer », s'est écrié le ministre.

Ces rebelles, ces mécontents que l'on vient de guillotiner avaient pensé autrement. Ils s'étaient imaginé que, véritablement, la résistance à l'oppression est le premier des droits et le plus sacré des devoirs, même pour les jaunes. Et ils s'y étaient employés selon les méthodes et les vœux qui leur semblaient les plus convenables.

Voici, par exemple, une déclaration de l'un des treize suppliciés, N'Guyen Thai Hoc, déclaration que transmet Roubaud.

« En équité, le droit de tout citoyen est de vouloir sa patrie libre. »

« En humanité : le devoir de tout individu est de secourir son frère malheureux. »

Que vois-je ?

Depuis plus de soixante ans, ma patrie est asservie par vous, Français.

Mes frères souffrent sous votre domination, ma race est menacée dans son existence.

J'ai donc le droit et le devoir de défendre mon pays et mes frères.

J'ai alors, en 1927, organisé le parti nationaliste annamite, dont l'action devait tendre :

1° A chasser les Français du territoire ;
2° A former un Gouvernement républicain annamite sincèrement démocratique.

C'est pour avoir cru cela qu'ils sont morts. C'est pour l'avoir cru qu'ils ont été obligés à la révolte contre la domination des « civilisés ».

Ne discutons pas leurs idées. Mais constatons qu'elles sont en accord absolu avec la doctrine dite « des droits de l'homme » et les fameux « grands principes ».

Les démocrates, les patriotes, les partisans les plus déterminés en théorie du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes trouvent normal que l'on décapite un N'Guyen et ses compagnons.

Les apologistes les plus déterminés de la Grande Révolution Française fléchissent ceux qui tentent de mener à l'émancipation les peuples du sud asiatique.

Ils ont pu lire sans honte et sans dégoût le récit de ces treize exécutions, de la mise à mort de ces hommes dont l'on a brutalement fermé la bouche au dernier moment, comme si l'on avait eu peur de leurs dernières paroles.

On enverra là-bas de nouvelles troupes. On renforcera les institutions répressives. Et les compagnies coloniales continueront à faire de bonnes affaires.

La civilisation continue.

Et, pendant ce temps, certains vous disent d'un ton pénétré : « Tout de même, il se passait des choses bien déplorables, du temps de l'affaire Drayfus ! »

FAITS ET DOCUMENTS

L'Etat, lorsqu'il fait des affaires, ignore les limites ou n'atteint pas au but. Il gagne toujours car il sait, le cas échéant, exiger du contribuable les sommes nécessaires à combler le déficit. Or, il existe un monopole d'Etat qui est une véritable mine d'or, une parfaite corne d'abondance : c'est le monopole des tabacs.

On se corrige difficilement d'un besoin ou d'un vice ; l'Etat lève tribu sur les vices des gouvernés ; il en profite dans des conditions qui seraient scandaleuses de la part d'un individu ou d'un trust mais qui sont acceptées sans murmure venant de l'Etat.

Le dernier bilan de la Société de l'exploitation industrielle des tabacs, qui concerne l'année 1928 (1), a été seulement publié au *Journal Officiel* le 26 janvier 1930. Cette Société qui est au capital de 1 milliard 555 millions, a réalisé en 1928 un bénéfice de 3 milliards 236.411.138,35 sur un chiffre de ventes de 4 milliards 29.126.449,38. La proportion est respectable et cette Société jouit d'une immunité dans le profit qui dépasse tout ce que l'on peut imaginer. Toutefois le bénéfice ne va pas s'arrêter car la consommation du tabac, des cigarettes surtout, va s'accroissant. On consommait en France en 1913 3.799.743.000 cigarettes, en 1927 11.137.735.000, en 1928 13.285.850.000. Le marché est loin d'être saturé. L'administration prévoit une consommation annuelle de 40 milliards de cigarettes ; car la consommation dans la Seine est de 829 cigarettes par individu et par année représentant une valeur de 18 fr. 59, alors que pour le département de la Loire elle n'est que de 67, d'une valeur de 3 fr. 65. Que la proportion de la Seine devienne celle de la France — ce qui n'est pas impossible les femmes éprouvant le besoin de singer les hommes jusque dans leurs faiblesses — ce sera l'occasion de caser les amis des amis dans une bonne petite sinécure bien que l'administration prétende que les bénéfices doivent être utilisés exclusivement pour notre rétablissement financier.

Il est des questions sur lesquelles il importe de revenir car l'on n'aura jamais trop d'arguments, d'opinions autorisées pour dénoncer un péril grave. C'est le cas pour la crise économique présente.

Du discours prononcé par M. Duchemin, le 21 mars dernier, à l'assemblée générale de la production française nous extrayons (2) ces lignes :

« Une amélioration prochaine ne paraît pas probable. En effet, la vraie cause de la crise économique, c'est la surproduction dont la régression des prix et la régression du taux de l'intérêt sont les conséquences successives. Il est inutile de rappeler les motifs de cette surproduction : développement des industries de guerre, nationalisme économique, industrialisation des pays neufs, rationalisation, etc. Jusqu'ici ses effets avaient été atténués par les immenses besoins à satisfaire après la guerre. Ces besoins satisfaits, la production apparaît comme nettement supérieure aux possibilités actuelles de la consommation et au rythme de sa croissance normale. »

Dans les pays où l'industrie est rationalisée, le marché est saturé. Alors pour protéger les industries nationales les Pouvoirs publics édictent des tarifs douaniers. C'est le cas pour les Etats-Unis dont le Sénat vient d'adopter un projet (3) :

« Portant sur plus de trois mille articles et devant rapporter en principe, d'après leurs calculs, 630 millions de dollars. »

Remède inopérant dont la conséquence sera d'augmenter la vie aux U.S.A. et de contraindre les autres nations à se protéger par des mesures identiques.

Il existe dans le monde une industrie-clé : la métallurgie ; nous l'avons d'ailleurs bien vu en 1914. Manquant de débouchés elle marche au ralenti, de graves périodes de chômage touchant alternativement les industries qui en sont tributaires. Actuellement le marché américain est saturé ; j'ai lu quelque part — et cette opinion a les apparences pour elle — que le régime sec avait été imposé par la métallurgie dans le but de faire réaliser au consommateur des économies sur la boisson afin de lui vendre des téléphones, des voitures, ou appareils de T.S.F. Mais le remède n'a pas suffi, le chômage s'accroît. De plus, l'Europe ayant organisé son industrie arrive presque à se subvenir ; elle peut en tout cas se passer des U.S.A.

L'Allemagne est de tous les peuples d'Europe celui dont l'organisation industrielle approche le plus celle des U.S.A. Pour les chômeurs elle suit l'Amérique avec 2 millions. Une telle situation présente le problème social sous un aspect particulier. Des travailleurs se solidarisent avec leurs patrons pour conserver du travail, donnant ainsi cet exemple qui vaut d'être médité (4) :

« Hier, les aciéries Becker, qui ont perdu 50 millions de francs en cinq ans, allaient fermer leurs portes ; les employés de l'entreprise, auxquels se sont joints 40 % des ouvriers, se sont déclarés prêts à accepter une diminution de 15 % de leurs traitements et salaires sous la seule condition que les usines continuassent à travailler pendant un an. Dans la sidérurgie rhénane, qui occupe 200.000 ouvriers, une décision arbitrale vient de décider que, pour pouvoir faire tomber de 20 % par tonne le prix de vente du fer, il faut baisser de 10 % les salaires des ouvriers les mieux payés. »

On demeure surpris de voir appliquer un remède « économique » à un problème de sociologie. Le problème de la production est résolu, celui de la répartition des richesses et de la consommation ne l'est pas ; c'est un problème sociologique que l'incapacité de résoudre une réduction des salaires. L'échec en est reculé, mais la question se posera à nouveau, c'est un inéluctable conflit.

La méthode capitaliste, essentiellement égoïste, basée sur le profit personnel soit, à mesure qu'elle se perfectionne, le désordre, le meurtre individuel ou collectif augmentent progressivement. Seule l'appropriation de toutes les richesses par les travailleurs qui, eux, ont tout intérêt à la paix sociale, est

capable de remédier à cet état de choses gros de menaces pour l'humanité. Le vieux système propriétaire porte outre la misère, la mort avec lui ; les hommes se rendront à cette évidence... sinon ils iront liquider glorieusement les stocks sur de nouveaux champs d'honneur

Nos compagnies d'assurances sont modestes en ce sens qu'elles font peu de bruit. Elles légitimement, il est vrai, un monopole qui serait scandaleux en démocratie. Une des plus importantes publiait récemment un bilan des plus suggestifs. En 5 ans, le dividende est passé de 25 francs à 90, près de quatre fois plus fort. Quel est le travailleur dont le salaire a augmenté dans de telles proportions ? Sans compter les bénéfices innombrables, masqués par l'achat d'immeubles sous-estimés dans les bilans trop souvent truqués. La république est vraiment une belle chose qui permet à des particuliers des bénéfices de cet ordre. Il était une époque où tant d'insolence eût comporté un châtiment sommaire... Nos meurs dégénèrent car la cravate que l'on donne maintenant est celle de la Légion d'honneur.

De nouveaux désordres viennent de se produire en Indochine. La raison ? Propagande communiste, disent les journaux dont les affirmations sont trop catégoriques pour être vraies. Excuse en outre, trop facile, que celle du communisme tomentant les révoltes de nos possessions asiatiques.

Nous avons d'ailleurs trouvé dans *La Lumière* du 7 juin des faits qui démentent une assertion aussi erronée. Nous nous conduisons en Indochine comme des brutes, avec une partialité et un sans-gêne révoltants. « Certains tri-huys — préfets — qui ont un traitement de deux cents piastres ont amassé des fortunes de plusieurs millions ». Pour ce qui est de la façon dont la justice est rendue, voici un exemple typique : « Le tribunal d'Hanoi a condamné un étudiant annamite, coupable d'avoir écrit une chanson patriotique, à trois ans de détention, et un contremaître français qui avait, pour une vétille, tué un de ses ouvriers à coups de botte, à trois mois de prison avec sursis ».

Le recrutement des coolies pour les plantations indochinoises demeure le point capital. Les conditions de travail y sont telles qu'il est impossible de trouver de la main-d'œuvre ; les coolies désertent les plantations où ils sont exploités de toutes les manières, l'on trouve même moyen de rogner sur leur paie par des amendes, retenues sur les salaires qui sont de 12 piastres par mois (à ce moment la piastre valait de 12 à 13 francs). En outre le « secrétariat de la plantation » censure brutalement les correspondances des coolies. Les lettres à leurs parents et amis doivent être présentées ouvertes au secrétariat d'où on les expédie après avoir fait cette censure inhumaine. Leurs lettres ne sont pas expédiées et sont déchirées ou brûlées par le secrétariat lorsqu'elles contiennent des expressions de la douleur, de la misère, des mauvais traitements dans les plantations. Dans ce cas, les auteurs de ces lettres sont durement maltraités par les « cai » et les surveillants ».

Le problème de la main-d'œuvre se posant avec acuité pour les plantations des îles du Pacifique, le Département des Colonies a autorisé l'envoi de coolies vers ces établissements. Cette autorisation a donné lieu à de nouveaux exploits de négriers. 800 hommes ruinés par les inondations ont été vendus 3.000 francs chaque.

« C'est la réédition en plein vingtième siècle du marché aux esclaves. On a vendu des hommes de 2.500 à 5.000 francs pour les sujets de choix. Aussi pour dix mille sujets qu'on se propose d'exporter encore cela ferait un bénéfice de 30 millions. Encore ai-je dit qu'on se proposait d'y joindre une subvention avec le monopole. »

Le 2 février 1929 est commis le meurtre d'un nommé Bazin, ancien élève de l'Ecole Coloniale, recruteur général de la main-d'œuvre agréé par l'administration qui avait fait dans cet emploi une fortune considérable.

Les deux Annamites qui le tuèrent « laissèrent sur le cadavre, pour que nul n'ignorât le mobile du meurtre, une longue lettre de six pages où ils exprimaient l'indignation et le dégoût de leurs compatriotes pour les pratiques du recrutement, disaient leur vœu de nouvelles exécutions si ce crime contre leur race continuait et s'adressaient à leur victime en ces termes : « Vampire qui suçait le sang des Annamites, nous avons eu le tien à notre tour. »

Ce fut l'occasion d'une forte répression, plus de 400 années de prison furent distribuées alors qu'un des coupables était en fuite à l'époque même du jugement. Ce crime n'attira pas l'attention du gouvernement car les mêmes méthodes continuent : « Le 1^{er} mars 1929, un discret communiqué du Gouvernement général annonçait qu'un raid d'avions avait laissé choir quelques bombes sur les Mois (peuplades sauvages parfaitement pacifiques) du plateau d'Angkhe (montagnes du Sud-Annam) ; nous n'avons pas pu avoir de détails sur cette affaire qui a été soigneusement cachée, les lettres de nos correspondants d'Indochine ayant été interceptées ; nous savons seulement par l'*Argus Indochinois* du 3 avril que 98 bombes auraient été employées ; M. Clementi et les journaux indigènes attribuent l'origine de cette obscure histoire à des questions de recrutement. »

Que l'on vienne après ces quelques faits signalés, nous parler du caractère humanitaire de notre colonisation. Ces méthodes sont une honte pour notre époque et il est trop facile de parler d'agitation communiste criminelle. Les révoltes indochinoises sont de purs réflexes qui découlent de nos propres actes, la barbarie n'a jamais propagé la fraternité ni développé les sentiments humains, ne nous étonnons pas aujourd'hui de trouver le meurtre là où nous l'avons suscité.

BERNARD ANDRE.

LES PLUS BELLES PAGES DE LAURENT TAILHADE

Le Poète, Le Satiriste, Le Pamphlétaire
20 fr., franco 21 francs

Aux Hasards du Chemin...

INTERNATIONALISME

Il pourrait paraître un peu tard de relever le « dégoût » général des militants socialistes lors du Congrès de Bordeaux en ce qui concerne la position de la S. F. I. O. vis-à-vis le problème de la Défense nationale. Force nous est bien, cependant, d'en entretenir nos amis, puisqu'aussi bien l'organe officiel du parti unifié nous donne l'occasion de vérifier quel singulier « socialisme » il présente à ses lecteurs par la plume de ses rédacteurs ordinaires.

Le Populaire du mercredi 18 juin publie un article signé Jarjaille qui contient des affirmations pour le moins étonnantes à lire dans un journal qui se prétend internationaliste.

Parlant du match qui mit aux prises deux brutes sportives pour le titre de champion du monde de boxe, le Jarjaille nous apprend qu'au lendemain du combat les journaux allemands exultèrent parce que le vainqueur était d'origine allemande.

Il en conclut que les « mangeurs de choucroute » — comme il les dénomme — font preuve d'un manque de psychologie qui a toujours caractérisé le peuple germanique. Il nous remet la fameuse histoire du « chiffon de papier ».

Mais je m'en voudrais de ne pas citer in-extenso la fin de cet article :

Devant ce débordement d'insanités, on est heureux d'être né dans un pays où l'on sait garder la mesure. Tandis qu'à Berlin, vendredi, des bandes d'imbéciles attendaient, avec une impatience fébrile, un télégramme de New-York, qui ne pouvait certes annoncer ni la diminution du coût de la vie, ni la découverte d'une remède contre la tuberculose, Paris était calme. Deux individus allaient échanger des coups de poing, qu'est-ce que cela pouvait bien faire aux Parisiens !

On peut chiper à nos grands couturiers leurs inventions géniales. Mais il y a une chose qu'on ne nous enlèvera pas : le clair bon sens de notre race !

Sans vouloir relever toute l'ineptie chauvine qui se cache dans ces lignes, que Jarjaille nous permette de lui rappeler certain soir où tout Paris attendait anxieusement qu'un avion lance des fusées dans le ciel pour savoir si Carpentier « notre Georges national » avait vaincu Dempsey — et pendant lequel seul des manifestations d'une imbecillité toute patriotarde avaient lieu contre les Américains parce que le fabricant de casseroles s'était fait casser la margoulette.

Que les journalistes allemands qui triomphent de la victoire de Schmeiling soient des imbéciles — soit — mais il y a des journalistes français qui ne leur cèdent en rien quant à la stupidité. A preuve : Jarjaille, qui se montre aussi lourd d'esprit qu'un champion du monde de boxe.

ARISTOBOL.



ON DESARME

Une dépêche Havas nous informe que le Département de la marine américaine s'est engagé à acheter 322 avions de bombardement au prix de 827.349 dollars.

Voilà n'est-ce pas, de l'argent bien placé... Mais ces avions sont sans doute destinés à bombarder les récalcitrants qui s'obstineraient à ne pas vouloir désarmer.

LA DICTATURE CONTINUE

Un journal d'Alcoy, *Redencion* ayant publié un article de L. Barbedette sur l'« Eucharistie », le 24 mai dernier, un véritable accès de rage s'empara du clergé espagnol, incapable de répondre à l'article en question. Dans les chaires, ce furent des prêches de guerre civile ; et des prières publiques furent célébrées dans toutes les églises de la province d'Alicante le jeudi 5 juin. L. Barbedette se moque des excommunications déversées sur son dos par un clergé ignare, qui désirent que les bûchers de l'Inquisition ne soient pas éteints. Malheureusement, de telles bouffonneries visent à détruire la liberté de la presse, à faire disparaître les journaux indépendants. Et l'on osera prétendre que la dictature a disparu d'Espagne !

UN ROMAN

Le *Quotidien* publie un feuilleton intitulé *Guerre civile*, roman russe dans lequel nous relevons quelques passages concernant notre camarade Makho. Nous avons eu déjà à mettre au point certaines affirmations « bolchevistes » sur les « atrocités makhovistes ». L'auteur de *Guerre civile* — à moins que ce ne soient ses traducteurs — a cru bon de reprendre ces ragots.

Selon lui, Makho est « un ancien anarchiste qui commandait une petite armée de pillards ».

Les « hommes de Makho » montaient de superbes chevaux, s'adonnaient des flots de rubans rouges et noirs, « s'introduisaient partout et pillaient tout ce qu'ils trouvaient ».

Quant on fait de la littérature on n'en saurait trop faire. Makho est du reste à la disposition de ces messieurs du *Quotidien* au cas où ils auraient besoin de quelques précisions.

D'AUTRES QUI RESTENT OU ILS SONT

A la Santé, à Clairvaux, dans toutes sortes de prisons civiles et militaires, il y a des hommes nombreux embastillés pour avoir témoigné de convictions différentes de celles exigées par les maîtres du jour.

Ils y sont... On les y laisse... Il avait hier été question d'une amnistie... Va-t-on se décider à s'en souvenir ?

TRENTE ANS APRES...

De bonnes gens épilouent gravement sur l'affaire Dreyfus, à propos de certaines publications faites à son sujet.

C'est très bien de fêter les abus de la raison d'Etat commis il y a plus de trente ans.

Mais si on s'occupait un peu aussi de ceux commis actuellement ! Ce ne sont pas les cas de répression arbitraire qui manquent.

LES INCERTITUDES DE LA SCIENCE ECONOMIQUE

III — Capital, Propriété foncière, Revenus, Rente

Dans un des derniers numéros d'une revue, d'ailleurs fort éclectique, je l'ai, sous la signature d'un écrivain conservateur, le reproche, à l'adresse du syndicalisme, de ne pas se soustraire suffisamment à l'emprise marxiste et de conduire sûrement le pays à l'appauvrissement général, car « la production est fatalement liée au capital, et tout ce qui détruit ou raréfie le capital détruit ou raréfie la production et, par conséquent le bien-être. » Que de fois aussi, m'entretenant de réformes économiques avec des techniciens, ceux-ci m'objectaient : supprimer le capital, n'est-ce pas nous ramener à la barbarie ? Venant d'eux, cette confusion entre la suppression du capital et l'événement du capitaliste ne serait pas bien grave. Elle prouverait seulement que la culture technique ne va pas toujours de pair avec la rectitude du jugement. Mais j'ai eu maintes fois l'occasion de constater que de nombreux travailleurs, se laissant gagner par l'iniquité, au lieu d'approfondir la question, étaient mis en défiance contre tous les projets de transformation sociale, préférant l'assurance d'une situation médiocre, mais stable, au risque d'un bouleversement dont ils s'exagèrent les conséquences.

Marx a quelque responsabilité dans cette méprise. Bien peu de personnes, même parmi celles qui se disent marxistes, ont lu son œuvre dont on a pu dire, en raison de sa lourdeur et de son obscurité que la notion de capital n'en sortait guère éclaircie, des conclusions sont souvent démenties par l'expérience. Nous reviendrons plus loin sur la question de la plus-value ; mais notons déjà que, voulant démontrer que le capital approprié est le fruit de l'extorsion de la plus-value, c'est-à-dire de l'excès de la valeur d'usage de la force de travail (résultat de la mise en œuvre de cette force) sur sa valeur d'échange (montant des frais en matières consommables engagés dans la production de cette force, frais représentés par les salaires pratiqués sur le marché du travail), Marx nous induit inévitablement à voir dans le capital variable plutôt que dans le capital constant la principale source du profit capitaliste. (Exemple donné : chap. IX du Capital, p. 94 de l'édition M. Lachâtre). Or, ceci est démenti par un simple coup d'œil sur le développement de la grande industrie moderne dont la puissance repose sur le machinisme — capital fixe en grande partie — et la rationalisation, réduction de la main-d'œuvre, capital circulant.

Du principal ouvrage de l'agitateur, qui eût été plus judicieusement intitulé *Le Capitaliste* que le *Capital*, car l'auteur ne les confond nullement, la classe dirigeante, ignorante peut-être, mais prêchant des ignorants, ne retient que le titre, le capital, accusé d'être l'incarnation démoniaque d'un produit de l'industrie humaine. Sa tactique consiste alors à prouver que ce prétendu démon est l'agent indispensable du progrès et que nous le mettons à l'abri de la destruction en l'enfermant dans leurs coffres.

Les économistes sont peu d'accord sur la définition du capital. Pour donner une idée du parti que peuvent tirer de l'imprécision de cette notion, ceux qui prétendent seulement consolider le régime capitaliste en le revêtant d'un déguisement démocratique, nous dirons quelques mots d'une théorie proposée, dans la dernière décennie, par un groupe qui se réclame de Saint-Simon, l'Ecole néo-Simonienne.

Il s'agit de préciser ce qu'il faut entendre par capital d'une entreprise. Pour cela on commence par distinguer la richesse et la fortune, car « deux mots sont nécessaires pour désigner le bien présent, qu'un inventaire peut rendre, pour ainsi dire, tangible, et le bien futur, qui est le bien présent augmenté ou diminué par l'avenir... » déclare la *richesse* d'un particulier tout ce qui de ses biens est immédiatement monnayable, et je lui reconnais pour *fortune* cette même richesse augmentée de toutes les possibilités que comporte l'avenir. Cette fortune dépend de la personnalité du possesseur de la richesse ; non seulement, nous dit-on, de son pouvoir intellectuel, mais des facilités que peut lui fournir le hasard de sa naissance ou de ses relations. De cela chacun se doutait évidemment ; mais il est intéressant de voir des capitalistes d'industrie en faire l'aveu. Le crédit accordé à l'entreprise est la différence entre la fortune et la richesse.

Le capital est « la part de la richesse et de la fortune qui se révèle ou comme monnayable déjà ou comme instantanément monnayable. » Où nous mène-t-on avec cette adjonction du mot fortune défini comme nous venons de le voir ? A ceci : « Dans la mesure où une ressource naturelle (bois, mine, champ, etc., etc.) se trouve être monnayable, elle constitue une richesse. Dès que l'outilage s'en empare et en extrait des possibilités de richesses nouvelles elle devient une fortune. Dès que le développement de l'entreprise exploite cette ressource naturelle offre une série de monnayements instantanés, sa fortune engendre un capital. Telles sont les notions qu'il importe de transposer dans le domaine intellectuel pour découvrir en quoi le mot capital peut s'appliquer aux réalités de l'esprit.

« Or, nous pouvons aussitôt remarquer que ce monde spirituel présente pareillement des ressources naturelles toutes contenues dans les intelligences individuelles et pour chacune de ces ressources naturelles une fortune que met en valeur cette sorte d'outilage qu'on nomme la connaissance. » Comme il n'est personne qui soit totalement dépourvu d'intelligence et de connaissances, nous sommes tous fortunés, tous capitalistes. Abolir le capitalisme serait un véritable suicide. Comment après cela admettre encore l'existence d'une question sociale ? Hélas ! les dispensateurs du crédit font peu de cas de cette fortune spirituelle.

Laisant maintenant de côté cette théorie qui, malgré son apparence fantaisiste, est basée, en ses prémisses sinon en sa conclusion, sur des pratiques observées dans la société moderne et qui, pour ce motif, a reçu l'adhésion de notabilités du monde économique, nous allons examiner des définitions plus classiques du capital.

La première : « Le capital consiste dans l'accumulation des provisions et des outils, c'est-à-dire des instruments de travail. » Elle

serait tout à fait objective si le mot accumulation qui suggère une action, et partant, un auteur était remplacé par le mot ensemble qui, plus vague ne préjuge rien sur la provenance des matières.

La seconde : « Le capital est toute richesse qui sert à produire un revenu à son possesseur indépendamment du travail de ce possesseur. » Elle est manifestement tendancieuse, et si, en fin de compte, nous la jugeons adéquate à la réalité, ce ne pourra être qu'au terme d'une étude à laquelle elle ne saurait servir de point de départ.

Aux premières il faut ajouter ceci : « Le régime capitaliste, c'est l'application à l'industrie des capitaux accumulés, avec les répercussions qu'elle entraîne sur l'organisation du travail. » Elle est acceptable si on entend dans un sens large le mot industrie, au lieu de ne l'appliquer qu'aux entreprises manufacturières et mécaniques, ce qui revient encore à reculer dans le temps le début du régime capitaliste au lieu d'y voir une caractéristique du temps présent. D'ailleurs nous ne pourrions nous faire une opinion ferme sur ce point qu'après avoir suivi, au cours de l'histoire, le développement du capital.

La multiplicité des formules, et il y en a bien d'autres que celles-ci, à une raison, c'est que, quand il s'agit d'éclaircir la notion de capital, trois problèmes se posent successivement : 1^o Nature et formation du capital ; 2^o Appropriation et gestion du capital ; attribution du profit ; 3^o Relation entre l'évolution du capital et celle de la structure sociale.

Cette dernière partie n'est pas la moins importante, car il est remarquable que ceux qui se bornent à la description et à l'explication de ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux, n'aboutissent et, sans doute, ne prétendent à rien d'autre qu'à apporter une justification du régime actuel. Au contraire, ceux qui envisagent la question au point de vue historique, concluent plutôt avec M. H. Hauser : « Essayons-nous de donner à cette étude une conclusion sociologique ? Il en est une, semble-t-il que nous ne pouvons pas repousser, et la voici : le capitalisme est né, à une date que nous ne pouvons pas préciser, mais indiquer avec la vague que comporte toute recherche sur les origines ; il a commencé à se développer à une date plus précise, au temps de la Renaissance ; il a évolué à travers les temps. »

Mais alors, il n'est plus une catégorie nécessaire, éternelle de l'action humaine ; il redevient une catégorie historique, une forme transitoire de la civilisation, comme le furent le patriarcalisme des sociétés communautaires, comme le féodalisme du Moyen Age. S'il est né, s'il a vécu, il peut mourir. Au point de vue purement dogmatique de l'ancienne économie, se substitue ainsi un point de vue historique ; à la statique sociale, une dynamique sociale soumise à la loi du devenir. »

Notre point de vue sera sensiblement le même, à cela près que nous nous appliquerons à retrouver, sous la forme transitoire, un fond permanent inhérent à la nature humaine et, par là, à montrer à quelles conditions il nous sera possible d'influer sur le devenir économique.

Partons, en la considérant comme une première approximation, l'idée exacte ne pouvant être exprimée qu'en conclusion, de la définition la plus objective du capital : ensemble de provisions et d'outils, c'est-à-dire d'instruments de travail. Les provisions comprennent à la fois les matières premières à ouvrir les aliments et objets de consommation qui serviront à l'entretien de la main-d'œuvre, ou encore les signes qui les remplacent et dont l'objet permet de les rassembler (monnaies, titres fiduciaires). Les outils sont ce que l'on comprend communément sous ce terme, avec les engins mécaniques, ainsi que les biens immobiliers affectés à la production. D'où proviennent ces éléments ?

Toujours, dans un but de justification, on nous affirme qu'à la base de la formation du capital on trouve l'épargne. L'épargne c'est-à-dire une vertu ! Cependant l'épargne ne se conçoit guère dans l'acte même de la production. Que peut épargner le travailleur en action ? Sa peine. Se reposer dès qu'il a assuré la satisfaction de ses besoins immédiats ou fait, une réserve pour l'avenir incertain. Eviter le gaspillage n'est pas épargner, améliorer la technique exige une mise de fonds préalable. D'ailleurs M. C. Gide a fait justice de cette appréciation des effets de l'épargne : « C'est un dicton de la sagesse populaire qu'on ne peut s'enrichir que par le travail et par l'épargne. Le travail nous le connaissons. Mais l'épargne, qu'est-ce que ce nouveau personnage qui apparaît sur la scène ? Serait-ce un troisième facteur origininaire de la production que nous aurions oublié. Non ! On n'en saurait point imaginer d'autres que le travail et les forces naturelles. Serait-ce un mode spécial de travail ? On l'a soutenu, mais qu'y a-t-il de commun entre ces deux actes : travailler qui est agir, épargner qui est s'abstenir ? On ne conçoit pas comment un acte purement négatif, une simple abstention, pourrait produire un apport qu'on... »

(A suivre.)

G. GOUJON.

Pour assurer la vitalité de notre organe

LE LIBERTAIRE

nous avons hérité des
Carnets d'abonnements
et des listes de souscription
que nous tenons à la disposition des amis.

GROUPE REGIONAL DE BEZONS

Samedi 21 juin, à 20 h. 30,
café de l'Abbaye, Grande-Rue
à Carrières-sur-Seine

CAUSERIE

par le camarade LEMEILLOR
sur le sujet suivant :

LA GUERRE QUI VIENT,
AURONS-NOUS UN NOUVEAU
MANIFESTE DES SEIZE ?

(1) Revenu de la Bourse et de la Banque, numéro du 1^{er} juin.
(2) Le Temps, du 9 juin.
(3) Le Temps, du 11 juin.
(4) Le Temps, du 11 juin.

LES VIEUX S'EN VONT

Mon vieux compagnon de lutte : Antoine Antignac vient de mourir.

Une solide, une fidèle, une inaltérable amitié nous unissait depuis plus de quarante ans. Nous étions devenus anarcho-sociaux à peu près à la même époque et, depuis, il n'a cessé de l'être, profondément, irréductiblement.

Toute sa vie a porté le témoignage de cette fidélité sans défaillance à l'idéal libertaire.

C'est un fait — hélas ! — assez rare, pour que je le signale.

A Bordeaux qu'il habitait, j'ai fait je ne sais combien de conférences. Il avait pris l'habitude de la présider et il les présidait avec un tact, un sang-froid et une bonne humeur remarquables.

Que de fois, par sa présence d'esprit, il sut apaiser les flots tumultueux d'un auditoire entassé et vibrant !

Il était passionné de lecture ; et studieux, intelligent et perspicace, il avait acquis une culture que beaucoup de bourgeois ayant fait leurs études et conquis leurs diplômes eussent pu lui envier.

Ouvrier ou employé, il était et il a toujours voulu le rester. Aussi, c'est en connaissance de cause et par expérience personnelle qu'il parlait de l'exploitation et de la servitude dont les travailleurs souffrent.

Il était entré à l'hôpital où il avait subi, par suite d'un ulcère à l'aine, une douloureuse opération. Ses derniers jours ont été d'une atroce souffrance. Il était devenu d'une maigre squelette.

Pauvre et cher ami !

A la bataille, il a été méconnu, calomnié, souvent, injurié parfois. Il acceptait avec la sérénité des conséquences de la lutte implacable que les propagandistes de l'Anarchisme ont engagée.

Il était de ces compagnons qui, passant au crible de l'observation les événements qui se déroulent, voient se fortifier la solidité des principes et des méthodes d'éducation, d'organisation et d'action qu'ils estiment les meilleures et n'éprouvent pas le besoin de leur en substituer d'autres.

Les vieux s'en vont. Qu'ils accourent, les jeunes : fougueux, enthousiastes, énergiques et virils, pour les remplacer !

SEBASTIEN FAURE.

Comment se fera la transformation sociale

Notre camarade et ami, Pierre Besnard, vient de donner au mouvement syndicaliste libertaire un ouvrage d'une très grande valeur. Le *Libertaire* l'a déjà signalé à ses lecteurs, ouvrage qui aura, au moins, le même succès auprès des travailleurs que celui de Fernand Pelloutier : Les Bourses du Travail.

A une réunion organisée par Les Amis de l'Encyclopédie Anarchiste, Pierre Besnard a été amené dans son exposé à nous parler de son livre et à nous citer quelques passages. J'ai été intéressé au plus haut point et tous les compagnons présents étaient dans mon cas.

Les principales raisons qui font que nous sommes des militants y sont exposées on ne peut mieux. Il en est de même des possibilités de réalisation de notre idéal.

Ce livre manquait. Il est le complément logique de tout ce qui a été dit et écrit sur l'anarchisme ouvrier. C'est pour nous un devoir de le signaler, de le faire connaître, de le répandre dans notre entourage. Tous nos amis trouveront dans « Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale », les réponses aux questions qu'ils se sont posées maintes fois.

Pierre LENTENTE.

Editions de la C.G.T.S.R.

Pour faire paraître rapidement l'ouvrage de Pierre BESNARD

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

Souscrivez immédiatement :

12 francs, au siège de la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris X^e ;

13 francs par poste, franco, pour la France et 14 fr. 50 franco pour l'étranger.

Chèque postal Paris c/c 4444-43, Juhel Eugène, 2 bis, impasse-Marcès, Paris-XI^e.

VERDICT INFAME

15 ANS DE BAGNE A D'ASCANIO

L'on se rappelle que depuis plus d'un an la prison du Grand Duché de Luxembourg tenait dans ses murs un malheureux travailleur italien, Gino d'Ascanio.

Toute la vie de cet homme fut une longue suite de souffrances et de persécutions. Comme tant d'autres de ses camarades, il dut fuir l'Italie mussolinienne, son propre frère resté au pays fut assassiné par les chemises noires.

D'Ascanio connut toutes les misères de l'exilé antifasciste, traqué de toute part, comme un fauve, placé hors la loi, expulsé de tous les pays où il chercha asile, il se vit chaque fois dénoncé par les agents consulaires italiens qui remplissent en même temps les fonctions d'espions policiers et de provocateurs.

Une seule chose pouvait lui assurer un peu de repos, l'espoir de gagner sa vie, être en possession « des papiers ». Tout au long de son procès qui vient de se dérouler à Luxembourg, cette nécessité d'avoir des papiers domina la pensée et la volonté de Gino d'Ascanio.

Après avoir essayé vainement à divers endroits et par divers moyens, il arriva à Luxembourg, où il resta, croit-il, quelque chance de réussir. Au consulat italien on l'éconduisit, on lui promettait d'examiner la chose, mais en fait, lui refuse tout papier. A la fin, excédé et n'espérant plus rien, d'Ascanio a un geste de révolte, il tire sur le chancelier Arena, de la légation de Luxembourg, qui est tué.

Et puis le calvaire continue, c'est la prison où la raison de d'Ascanio, ébranlée par la maladie, les privations et les souffrances morales commence à faiblir et les médecins sont venus attester aux juges que l'homme qu'ils jugeaient, avait droit à toute leur indulgence.

Malgré cela, malgré les témoignages et les plaidoiries chaleureuses de M^{rs} Blum et M^{rs} R. Lazuric, d'Ascanio est condamné à 15 ans de travaux forcés.

La conclusion la plus nette et la plus symbolique des débats, fut donnée par d'Ascanio lui-même qui répondit à la lourde peine qui le frappait « et ceux qui assassinent mon frère ne sont pas punis ».

Malgré que les portes du bague soient refermées sur lui, nous ne l'abandonnerons pas.

Pour le Comité de Défense Anarchiste de Bruxelles,

Hem Day.

Nos Fêtes Champêtres

La balade qui avait été annoncée pour le parc de Villeneuve le 6 juillet n'aura pas lieu. Mais en revanche et grâce au groupe régional de Bezons une très belle balade au profit du Libertaire aura lieu le 13 juillet à l'île de Bougival (Voir les annonces du Libertaire).

Une autre date a été retenue. Le vendredi 15, samedi 16, dimanche 17 août aura lieu une grande fête champêtre au profit du Libertaire et de l'entraide.

Nous espérons que tous nos camarades feront le nécessaire pour amener leurs amis et les sympathisants.

Que les groupes nous fassent savoir le jour et l'endroit de leur sortie.

Abonnez-vous pour assurer une vie régulière à votre journal.

Jean MARESTAN

L'EDUCATION SEXUELLE

Nouvelle édition, 336 pages,

illustrée, 18^e mille

Prix, 12 fr. 50 ; franco, 13 fr. 75

Physiologie du mariage. — Préservation sexuelle. — Egalité des sexes. — Moralités futures. — Hygiène et soins de la maternité. — Mariage divorce, union libre. — Les déviations morbides. — Le problème social de la population.

En vente : Librairie d'Editions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20^e).

ANGERS

La lutte se précise

J'avais parlé il y a quinze jours d'un différend qui existait entre la Municipalité angevine et les forains étalagistes. J'avais dit combien avait été unanime leur mouvement ; cette unité n'a cessé de se maintenir ; depuis trois semaines nous ne voyons aucun forain débattre.

La Municipalité de son côté, reste d'une intransigeance extraordinaire et c'est à se demander quels sont les dessous de cette affaire, quelles sont les firmes qui poussent, à la route pour que le maire et l'adjoint aux marchés soient aussi sectaires.

Il y a huit jours, les forains ont organisé un meeting fort réussi, la salle fut trop petite pour contenir tout le monde et les camarades exposèrent la gêne de l'affaire.

Cependant, le leur reproche en toute camaraderie d'avoir été trop conciliant (peut-être la diversité des membres du syndicat en est-elle la cause) et d'autre part, au cours du meeting, de ne pas avoir assez fait voir le rôle de provocation joué par la police. Ceci était très utile pour faire connaître à la population angevine les bas procédés employés pour faire échouer le mouvement de protestation que nos camarades engageaient.

Espérons qu'à l'avenir, nos camarades moins confiants dans la conciliation à l'extrême, se rappellent que seule l'action coordonnée est appelée à donner des résultats.

Bonnaud.

CAGNES-SUR-MER

L'U.P.A. rencontre enfin un contradicteur

Oui, c'est invraisemblable, mais c'est pourtant vrai, l'Union des Propagandistes antireligieux a enfin rencontré un contradicteur, à Cagnes.

A la fin d'une conférence de Nemo, mettant en évidence la formidable escroquerie de la très sainte messe catholique, après plusieurs appels à la contradiction et au moment où la séance était levée, un monsieur s'avance vers Nemo : c'est le maître de chapelle du Cros. Les auditeurs sont immédiatement invités à reprendre leurs places pour écouter la défense des spoliateurs. Mais il y a confusion : ce n'est pas la voix d'en haut, c'est celle d'en bas, celle du secrétaire du Commissariat de police qui nous entendons. Nous tendions l'oreille au maître de chapelle, c'est le policier qui nous parle, car nous ignorons que le contradicteur était en même temps serviteur de Dieu et serviteur de l'Autorité publique. Après les habituelles brimades : « Comment vous appelez-vous ? Vos papiers ? » ce bon chrétien annonce du message d'amour et de fraternité du Christ ne trouvant pas d'autre prétexte, nous fait connaître qu'il rendra compte à son chef que les noms des assesseurs n'ont pas été communiqués à la salle à l'ouverture de la séance, seul le président a été désigné par l'auditoire.

Et voilà comment l'Eglise se fait défendre : si toutefois on peut appeler cela une défense ! Un tel homme qui l'on défend de venir par la parole profane son Dieu répondit : « C'est complètement inutile, nous avons d'autres moyens pour imposer le silence aux mécréants ». Il faut croire que M. le Maître de Chapelle du Cros pense la même chose. Il sait, et comment ! que la justification est impossible par la parole, aussi emploie-t-il les autres moyens. Que penser de l'usage de ce policier-maître de chapelle ? Elle est en tous points conforme à la manière d'agir de l'Eglise : lâcheté, hypocrisie, mensonge. Ah ! vous croyez, Monsieur le Maître de Chapelle-policier que vous allez par ces mesquineries nous empêcher de clamer la vérité ? Détrompez-vous, vous ne réussirez pas : nous sommes trop convaincus que l'Eglise est un commerce néfaste, ennemi de tout progrès et de toute liberté, pour que nous abandonnions la lutte. Si nous tombons, victimes de votre parole décevante, d'autres nous remplaceront. Tous les crimes de votre Eglise, depuis le chevalier de La Barre jusqu'à François Ferrer n'ont pas arrêté la vague qui tôt ou tard vous submergera, délivrant l'humanité de toutes ses chaînes.

Lucifer.

SAINT-ETIENNE

L'électeur est... toujours le même

Le jeudi de l'Ascension, ce brave animal aux nuances innombrables, se rapprochant du caméléon, était en liesse. Pensez-vous, Soulié (maire-sénateur) devait parler. Durafor, député-ministre devait parler. Enfin, on devait avoir ! ! ! Le Conseil municipal allait dire la vérité sur le conflit Soulié-Durafor (le complot de la Chalassière, le scandale de l'aviation). Camarades anarchistes, nous savons tous, depuis toujours, qu'en politique il n'y a pas de rémission. On ne reproche au maire Soulié d'en être arrivé avec son beau-frère à gagner des millions. La « Tribune Républicaine » étant le deuxième journal de province puisqu'il vient après la « Dépêche de Toulouse ».

La Société Gnome et Rhône devait construire un immense aéronef à Saint-Etienne pour la construction des avions. La maire devait re-

mettre des terrains à cet effet. Surgit comme un champion, « l'Astral », Société parait-il « fantôme » qui reçoit la promesse de vente. Puis la repasse à Gnome et Rhône en doublant le prix du terrain. On appelle cela en bon français, « légal ».

Un jugement en diffamation doit avoir lieu le 1^{er} juillet. Plusieurs millions sont réclamés. Le cirque politique jongle avec les millions. Pendant ce temps, les bons électeurs ont manifesté pour cela jeudi. Ils ont fait l'ascension de l'Hôtel de Ville à 2 ou 3 miles. Les bolchevistes ont péré, place du Peuple. L'orateur Doron avait emprunté la place de l'agent au bâton blanc, les tramways et les autos étaient arrêtés par les manifestants. Place de l'Hôtel-de-Ville, radicaux et radicaux-socialistes, Durafor en tête, s'en donnent à cœur-joie. Les caméléons du roi, jeune république et cléricaux, avaient lâché leurs manifestants. Toutes les nuances étaient représentées.

Il est triste de constater que pour le « suffrage universel », c'est-à-dire pour la foire électorale, les travailleurs se laissent entraîner dans un piège et que pour leur libération, pour quelque chose de plus utile pour eux, ils ne se passionnent pas.

Octave Mirbeau, comme tu avais raison, lorsque tu déclarais : « L'électeur est le seul animal qui n'est pas évolué depuis sa création ».

E. Soulier.

La loi 1. le camp

Bien des jeunes camarades s'imaginent que le nombre fait la qualité. Pas le moins du monde.

Tous les groupements « organisés », même avec des dogmes rigides ne sont pas à l'abri des « coups de canif dans le contrat », comme l'on dit vulgairement en matière matrimoniale.

Chez les Catholiques

L'Eglise catholique est obligée d'emboîter le pas à l'évolution du peuple. Si l'on constate avec regret que le 1^{er} mai a perdu de sa signification première, réjouissons-nous tout de même. Depuis l'année dernière, les catholiques, par l'intermédiaire de leurs groupements nombreux qui se sont fondés à côté de l'Eglise, fêtent le 1^{er} mai. Ils ne le font pas le 1^{er} mai, mais le dimanche après, avec banquet et réjouissances. Pour retenir ses « clients », l'Eglise catholique se matérialise : groupements de surpopulation d'une part et adaptation aux goûts modernes d'autre part.

Un autre phénomène surgit chez les catholiques. Autrefois, pour se marier à l'Eglise, si l'on n'était pas catholique il fallait se confesser, faire sa communion pour être admis. Aujourd'hui, rien de tout cela. Sur le refus d'un des deux conjoints à se marier religieusement, le conjoint catholique peut le faire sans son partenaire et même à son insu. C'est sublime ! Tout cela pour conserver dans le sein de l'Eglise les « clients » qui pourraient fuir le camp.

Chez les Protestants

« Idem aux croyances », comme disent nos grognards stéphanois. Pour retenir les « clients », eux aussi sont obligés de s'adapter, de se nationaliser. Ils fondent des journaux, des revues, des groupements de superfections à côté de l'Eglise. Dans la « Solidarité Sociale » (organe de rénovation individuelle et sociale) ils en arrivent à vouloir les bienfaits d'une partie de la Bible. Voyez plutôt : « Mettre en pratique, la parole du Christ, c'est la marque du véritable croyant. Le langage pieux, farci de textes bibliques, une habileté plus ou moins grande à parler des prophéties et à chercher dans le vieux livre des sons mystérieux, tout le paillard des cultes explicites des Dursouristes, le culte de l'Apocalypse, n'ont jamais fait un chrétien... » Tout cela est bon signe. Les religions se nationalisent donc : la Foi 1. le camp.

Chez les Politiques

A St-Etienne, comme j'en ai déjà parlé, la division vient d'éclater entre radicaux-socialistes, « Libres à eux », « Souliéistes », de l'autre les « Dursouristes ». D'un côté, le dévouement à la classe ouvrière qui rapporte des millions ; de l'autre qui nourrit son homme.

Pour nous, enarchochistes, marquons les points et constatons une fois de plus qu'Octave Mirbeau avait raison : « L'électeur est le seul animal qui n'est pas évolué depuis sa création ».

Le gouvernement vient de trancher net cette dispute en dissolvant le Conseil municipal.

L'électeur, cet animal aux nuances multiples, frère de lait du caméléon de ce côté, va s'en donner à cœur-joie. Dans deux mois : la Foire électorale va battre son plein, « Gros Jean » va se passionner avec son ardeur coutumière, et une fois de plus...

République sera sauvée !

Je constate une chose avec amertume, c'est que les travailleurs ont un seul tort — en France — c'est « d'être né en République ».

E. Soulier.

TOULOUSE

Vivent les baloches !

Dans la *Voix des Travailleurs* de la place Saint-Romain, le camarade « Bourmelon », fait un appel auprès des grandes masses dans un article qui encadre si bien le portrait du to-

soyeur du syndicalisme international, Loséiski, secrétaire de l'I. S. R.

Cet appel a pour but de donner au nouveau Congrès de l'adite Internationale, en doit se tenir au mois de juillet, un semblant de quel-que chose qui doit faire trembler le monde capitaliste en son entier, nous n'aurions soufflé mot à ce sujet si dans l'article nous n'avions relevé les passages suivants : « Le Congrès coïncidera avec le 10^e anniversaire de la création de l'I. S. R. A cet effet, l'I. S. R. organise de grandes fêtes auxquelles sont invités en même temps que les délégués officiels, les délégués ouvriers du monde entier. Pour la France, cette délégation pourra atteindre 150 délégués au plus, la base fondamentale devra être l'entreprise, et les délégués devront être tirés par les travailleurs qui devront obligatoirement collecter la somme nécessaire au voyage jusqu'aux frontières de l'I. S. R. S. c'est-à-dire 2.500 à 3.000 fr. par délégué. »

Eh bien, camarades, qu'en pensez-vous ?

Les délégués non ouvriers iront la-bas aux frais de la princesse, c'est-à-dire de la classe ouvrière russe qui sue et trime pour tout juste ne pas crever de faim et cela pour que les guignols de la C.G.T.U. française aillent s'exhiber la-bas dans les baraques foraines russes, à l'occasion de ces baloches : vous les ouvriers, il vous faudra la modeste somme de 5.000 fr. ce qui est peu facile à ramasser avec les salaires que vous touchez. Mais tout de même, si la somme était réunie après de grands efforts, croyez-vous que cette somme ne pourrait être utilisée ailleurs de plus sérieux ; au camarade qui insistera pour vous rouler encore une fois, qui désirerait faire un petit voyage d'agrément, vous pouvez lui répondre : « Foutez-moi vieux, des cavalcades, il y en a assez en France » pour le 1^{er} mai la C.G.T. organise dans tout le pays des réjouissances et guélestons, et puis, prend patience, la belle saison arrive, on jusqu'au mois d'octobre, il y a des baloches dans tous les quartiers de Toulouse.

Grève du bâtiment à Toulouse

A la suite de plusieurs réunions organisées par le Comité intersyndical confédéré du bâtiment, composé des délégués des syndicats confédérés, des maçons, charpentiers, menuisiers, peintres et tailleurs de pierre. Après une entrevue de ce Comité avec le Syndicat patronal du bâtiment n'ayant pas obtenu de résultats, les patrons ne voulant donner que 0,25 d'augmentation par heure ; un mouvement de grève, a éclaté le 13 juin, à 4 heures de l'après-midi.

Environ 2.000 ouvriers avaient déserté les ateliers ou chantiers, les manoeuvres et terrassiers ainsi que les plâtriers s'étant joints au mouvement. Après la réunion de 4 h. après-midi, le vendredi 13, la grève générale fut décidée pour le samedi 14 juin. Ce mouvement est bien parti malgré les quelques accords inadmissibles du début et les quelques jaunes que l'on n'a pu encore débaucher ; mais qui, sûrement, seront sous peu. Si ce n'est la totalité des travailleurs du bâtiment qui sont en grève, c'est la grande majorité de ceux-ci et sûrement lundi 15 juin samedi 14 que j'écris la grève sera totale.

Comme il faut en dehors de toute tendance, être franc et dire la vérité, le mouvement a été engagé par les confédérés, on n'a vu les unitaires que le 13 au soir. Alors que la masse des travailleurs avait répondu à l'appel des confédérés, ils sont venus à bien entendu, apporter des critiques et déclarer que les confédérés n'avaient rien fait, alors que c'était ceux-ci, jusqu'à ce jour, avaient tout fait, et les Unitaires rien. Ceux-ci n'ont pas manqué de déclarer que les confédérés trahissaient les travailleurs. C'est toute l'action qu'ils savent faire porter sur le samedi 14 juin. Ce mouvement est bien parti malgré les quelques accords inadmissibles du début et les quelques jaunes que l'on n'a pu encore débaucher ; mais qui, sûrement, seront sous peu. Si ce n'est la totalité des travailleurs du bâtiment qui sont en grève, c'est la grande majorité de ceux-ci et sûrement lundi 15 juin samedi 14 que j'écris la grève sera totale.

Les grévistes demandent 5 francs de l'heure pour les compagnons : 4 fr. 50 pour les terrassiers et manoeuvres, ce qui n'est pas bien exagéré au prix qu'est le beurre. Le tarif actuel est pour les compagnons, toujours colonniers, de 4 fr. 25 l'heure. Ce mouvement a bien été beaucoup gagné 4,50, 4,75 et même 5 francs — pour les manoeuvres, on peut dire qu'il n'y a pas de tarif, leur salaire varie de 3,25 à 4 fr. l'heure. Au prix qu'est la vie, ce n'est pas 40 francs par jour qu'il faudrait, mais 60 francs. Nous sommes loin du compte et pour peu que les ouvriers tiennent bon, ils sont sûr d'avoir la maigre satisfaction qu'ils revendiquent.

Aux de veiller au grain et de diriger eux-mêmes leur mouvement.

Astruc, du Bâtiment de Toulouse.

(Suite en 4^e page)

LES LIVRES

Jean Souvenance : JOURS SOMBRES. — Marcel Astruc : TROIS MOIS PAYES. — Han Ryner : SONGES PERDUS. — Chère Pucelle de France. — Jules Rivet : LA VIERGE DESHABILLÉE.

Depuis quelques mois, la mode littéraire semble s'attacher aux livres « de guerre ». A l'Ouest rien de nouveau a obtenu un tel succès, que toute la « gentry » éditrice a recherché et a découvert à prix d'or des inédits, des souvenirs de pauvres types qui sont allés faire les imbéciles durant quatre ans pour la plus grande gloire du Coffre-Fort international.

Le badaud qui, en 1914, gueulait des Marseillaises et éreçait furieusement des « A Berlin » se sent pris maintenant, d'une tendresse passionnée pour ceux qui relatent le moment de folie universelle qui déshonore le vingtième siècle.

J'avoue ne pas partager l'enthousiasme général. Il est, certes, intéressant de maudire la guerre, d'en retracer les horreurs. Seulement quand on a demandé une réflexion décadente pour s'insurger contre la boucherie, il me paraît que cette révolte contre le monstre a trop de retardement pour qu'elle soit efficace — et j'ai peur que les mêmes, que la publication de leur « libération de conscience » met en vedette, ne deviennent demain les imitateurs trop fidèles des capons qui en 1914 encourageaient « les autres » à aller se faire tuer.

En vérité, il est trop facile de s'indigner de la guerre en période calme — le fait est tellement patent que, depuis la tension diplomatique entre la France et l'Italie, on atténue singuliè-

rement la publicité pour les livres contre la guerre.

Mais voici que Jean Souvenance nous fait entendre un nouveau son de cloche. Dans son petit ouvrage (1) il nous raconte non pas la guerre, mais les beautés de l'après-guerre sous les espèces de l'occupation « pacifique » de la Rhénanie.

D'une plume alerte il nous dépeint le régime militaire. Courteline avait ridiculisé de main de maître les soudards du temps de paix. Souvenance, lui, en un style que l'on sent ému nous intéresse à la souffrance d'un homme qui pense et qui se trouve pris dans les griffes de l'ineffable école d'abrutissement qu'est l'armée.

En quelques tableaux brossés magistralement nous pouvons admirer la malfeasance des gaulonnards de tout acabit — et il faut féliciter l'auteur d'avoir eu le courage, en pleine Tardieuerie, de déboulonner la gloire de son prestige. Certes on peut regretter qu'il ne se soit pas dégagé d'un vocabulaire traditionnel lorsqu'il termine son livre en nous parlant d'un « poilu glorieux », ou quand il fait appel au Dieu des chrétiens, mais on ne peut qu'applaudir à sa condamnation formelle de la grande muette.

Entre contre la guerre, ce n'est pas mal.

(1) Jours sombres, 1 vol., 6 fr. (Ed. Brumaud).

Mais être contre l'armée c'est mieux. Et le livre de Souvenance peut compter comme une bonne action humaine.

Marcel Astruc nous explique en 250 pages, les tribulations d'un employé de bureau à qui l'administration qui l'occupe accorde « trois mois payés » pour trouver un nouvel emploi.

Le début de son livre (2) est un peu monotone. Mais, ensuite, nous vivons avec l'auteur la vie de son personnage. Les espoirs, les promesses (sans compter un couplet bien confectionné sur les amicales d'anciens combattants) nous sont exposés avec une réelle maîtrise.

On pourrait reprocher à Astruc de conclure d'une façon pessimiste ; mais, en réalité, son analyse de l'amitié « désintéressée » est trop vraie pour qu'on garde une quelconque rigueur à l'écrit qui a certainement vécu plusieurs épisodes de son ouvrage.

Nos amis connaissent trop Han Ryner pour qu'il soit besoin de le présenter. Ses œuvres ont, sans doute, été lues par la plupart. Aujourd'hui je voudrais pourtant vous entretenir de deux de ses productions qui mériteraient un exposé beaucoup plus long que celui que je puis faire en les quelques lignes qui me sont dévolues.

Je n'ai nul besoin d'affirmer que je ne partage pas toutes les idées de notre camarade. Je lui dois, d'ailleurs, une controverse sur la violence depuis plus d'un an, mais tout vient à point pour qui sait attendre.

Prenant des personnages célèbres, Ryner nous fait assister à des « songes » qui ne manquent point de sagesse.

(2) Trois mois payés, 1 vol. 12 fr. (éd. du Tamboir).

Les amateurs de dissertations philosophiques seront comblés d'aise en lisant *Songes perdus* (3) car nous assisterons à des réveries d'antiques bonshommes qui ne manquent point d'actualité. Certes (et je tiens à le répéter), je ne partage pas les conceptions philosophiques de Han Ryner ; mais j'ai éprouvé un vif plaisir à faire un voyage avec lui dans les méandres de la Pensée.

Restant dans le domaine de la fiction, Ryner nous conte en un style truculent une histoire qui, ma foi, nous esbaudira tous.

Imaginant une femme « sosie » de Jeanne d'Arc, il nous décrit une dame des Amois (4) bien faite, en vérité, pour avoir existé. Je ne me répandrai point comme le fit Bailly en des commentaires d'un lyrisme excessif — cependant je conseillerai à ceux de nos camarades qui prennent au sérieux l'Histoire (avec un grand H) de lire cette fantaisie amusante pour se rendre compte que l'on peut jouer très aisément avec les événements pour les interpréter d'une façon qui, après tout, vont bien mieux que celle prise par les rédacteurs des manuels scolaires.

La ridiculisation d'une « héroïne » est, dans ce bouquin, réussie au delà de toute espérance.

Puisque nous en sommes dans les œuvres d'imagination, nous dirons quelques mots d'un livre publié depuis déjà pas mal de mois, mais qui vaut la peine d'être signalé.

Supposant un concours de circonstances fabu-

(3) *Songes perdus*, 1 vol., 12 fr. (éd. A. Messem).

(4) *Chère pucelle de France*, 1 vol., 12 fr. (éd. Verba).

leux, Jules Rivet nous fait assister au réveil de Paul et Virginie (5).

C'est à Deauville, en plein milieu des vagues mondaines que nous voyons ces deux « héros » de B. de Saint-Pierre, se débattre contre le snobisme écœurant.

Nous ayons pu apprécier la manière de Rivet qui s'affirme de jour en jour comme un maître de l'humour. Les pudibonds pourront peut-être s'effarer de certaines phrases, mais nous n'hésitons pas à dire à nos amis, que ceux qui aiment lire à gorge déployée ne seront pas déçus en lisant ce livre qui est, à sa façon, une œuvre méritoire.

Ne serait-ce que parce qu'il nous fait rire en une époque où nous avons tant de sujets de demeurer tristes.

LOUIS LORÉAL.

P.S. — Tous ces livres sont en vente à la Librairie d'Editions Sociales aux prix annoncés.

TRIBUNE SYNDICALE

N'EXAGÉRONS RIEN

Tout d'abord, j'ai dit que, à moins de circonstances exceptionnelles, il n'est pas dans mes intentions de polémiquer à l'infinit sur des sujets récurrents, d'envenimer les relations déjà critiques entre militants sincères. Il est quelque peu oiseux de perdre un temps précieux à vouloir convaincre des camarades qui quoi qu'on dise ou fasse ne seront jamais convaincus.

Toutefois je suis un type dans le genre de mon camarade Lemeillour, je ne me laisse pas impressionner facilement, même lorsque l'affirmation est formulée sous la forme impérative. Je crois fermement que nul ne détient à lui seul la vérité infuse, pas plus qu'il ne monopolise l'action révolutionnaire. Bien qu'acceptant avec assez de philosophie la part d'exagération contenue dans la pensée de camarades dont on ne partage pas toutes les conceptions, il m'est parfois assez difficile de laisser bousculer logique et vérité sans protester.

Cependant, devant l'esprit, souvent enfahé de ressentiment et de parti pris, j'ai pris la ferme décision d'agir selon ma conscience, qui je le crois est celle d'un homme loyal et propre sans prendre au tragique les critiques exagérées ou déloyales qui m'ont été ou me seront faites. Il est donc entendu qu'à moins d'y être contraint par des écarts démesurés, je m'efforcerai d'utiliser mes efforts à des sujets plus profitables.

Je vais donc aujourd'hui tenter d'apporter quelques rectifications et précisions sur un sujet déjà traité.

Je tiens d'abord à rectifier ce que me fait dire l'ami Lente dans le *Libertaire* du 7 juin. Je n'ai pas dit « que les adhérents de la C. G. T. étaient effarouchés par le programme minimum de celle-ci » mais bien les inorganisés sur lesquels la 3^e C. G. T. comptait pour renforcer ses effectifs.

En ce qui concerne les affirmations et conceptions du copain Lemeillour, elles appellent aussi quelques précisions. Pour ma part, je n'ai nulle haine contre les militants de la 3^e C. G. T. Je déplore que ceux-ci aient des principes antiunitaires, que les plus farouches soient ceux qui, comme Lemeillour ont d'abord combattu cette C. G. T. pour laquelle ils montrèrent aujourd'hui tant d'enthousiasme. Aujourd'hui comme hier, je dis que la constitution de la nouvelle centrale syndicale morale du mouvement ouvrier sans autre compensation profitable à la classe ouvrière, sinon un marasme plus profond, une impuissance plus grande. Un fait nouveau démontre que j'avais raison de craindre que la création d'une 3^e C. G. T. en suscitât d'autre. En effet, un groupement syndical indépendant auquel appartenissent des militants syndicalistes exclus de la 3^e C. G. T., récemment font un appel pour la création d'une fédération de syndicats indépendants.

Il n'y a pas de raison de s'arrêter en chemin. Demain des mécontentements, des conceptions exacerbées de militants les pousseront à sortir des organismes dont ils ont le plus à plaindre et à en former d'autres. Je ne puis admettre cette façon d'agir comme utile aux intérêts ouvriers. J'ai sans doute une singulière mentalité !

Pour ce qui est du meeting du 1^{er} mai, je pense que le chiffre de deux mille est exagéré, celui de cinq cents aussi comme d'ailleurs de vouloir faire rentrer 500 personnes dans la salle Bondy. Hélas ce n'est pas une preuve de puissance lorsqu'on est contraint de recourir à des moyens de ce genre. Il ne dépend pas plus de notre part que les quatre-vingt mille adhérents de l'U. D. confédérée de la Seine ne soient venus au meeting que de celle de Lemeillour de voir les effectifs de la 3^e C. G. T. un peu moins squelettiques.

Il est vraiment facile de parler de tels ou tels chiffres, le plus difficile serait de les démontrer. En résumé ce sont là les pauvres arguments que l'on emploie toujours les uns et les autres pour donner plus de valeur à ses conceptions personnelles. Ils n'ont malheureusement pas le pouvoir de transformer la faiblesse en puissance. Ils n'arrivent qu'à aggraver un peu plus les caractères déjà peu débouillonnés. C'est la vie ! Les passions humaines font se heurter les hommes d'autant plus qu'ils sont sensibles et actifs, qualités qui deviennent quelquefois des défauts. Ce qui démontre combien est grande l'imperfection de l'individu, quelle révolution il a à faire en lui-même avant de songer à l'entreprendre chez son voisin.

Maintenant que les partisans à tout prix d'une 3^e C. G. T. malgré l'expérience et conseil, reviennent de cette conception, qu'ils agissent par leurs propres forces, qu'ils fouillent de leurs efforts, de leur foi la multitude ignorante et inorganisée, ils auront ainsi fait œuvre plus utile qu'à critiquer et discréditer les militants agissant sincèrement dans une autre sphère avec une conception différente. Le temps, qui déjà a marqué la valeur réelle d'une expérience hasardeuse la réduira bientôt à ses justes proportions. Est-il possible d'attendre ce délai sans trop nous déchirer les uns et les autres ? Souhaitons-le.

En attendant nous restons à quelques-uns, partisans de l'unité ouvrière, mais pas à la façon de certains.

Non mille fois, non l'unité envisagée à la manière des partisans de la 3^e C. G. T. C'est-à-dire strictement et uniquement dans son sein n'est pas possible. Et ceux qui ont cette conception étroite sont aussi antiunitaires que ceux des autres C. G. T. qui, ouvertement ou non, s'opposent au regroupement des forces ouvrières. C'est une affirmation sans fondement de parler d'unité au chantier, à l'usine, au bureau quand on sait que les dits travailleurs appartiennent à une centrale différente, qu'ils courent dans l'une comme dans l'autre des risques d'exclusion s'ils veulent agir pour l'assentiment de la majorité.

Pour terminer, il n'est pas besoin d'être prophète pour prédire que le jour où l'U. A. et son organe le *Libertaire* prendront ouvertement une position nettement antiunitaire que cette attitude sectaire leur sera plus préjudiciable que certains ne se l'imaginent. Si toutefois, ils veulent en tenter

l'expérience, qu'ils en prennent la responsabilité, mais ce n'est pas encore ce geste là qui redonnera au mouvement ouvrier la conscience et la force qui lui manquent.

LE PEN.

La Commission administrative estime que la polémique qui s'est instituée sur la question de l'entrée des anarchistes à l'une ou aux autres des centrales syndicales a assez duré. Nous n'avons voulu brimer personne mais nous pensons qu'il y a d'autres sujets à traiter dans notre Tribune syndicale, sujets qui intéressent plus directement les travailleurs. Nous comptons bien que les camarades syndicalistes alimenteront par des chroniques vivantes sur des faits syndicaux cette rubrique qui est ouverte à tous les anarchistes-syndicalistes.

D'ailleurs, trois mois avant le prochain congrès, la question de l'adhésion à une quelconque C. G. T. pourra de nouveau se poser.

D'ici là, il y a un travail plus pressant et plus intéressant à faire.

La Rédaction.

A PROPOS DES GREVES DE LYON

Nous avons reçu du camarade Paul Gonda, du S. U. B. de Lyon, un article sur le « Cartel des Syndicats autonomes du Bâtiment de Lyon » que nous publierons dans notre prochaine Tribune syndicale.

C. G. T. S. R.

FÉDÉRATION DU BATIMENT

GUERRE AUX TACHERONS

Pas une industrie n'a à souffrir comme la nôtre de ce couple aux tentacules puissantes dénommé il y a hélas trop longtemps « la pieuvre tacheronale ».

Dans presque toutes nos catégories, la pieuvre autrement dit encore : le buveur de sueur, continue à subsister malgré la chasse qui lui a été et lui est faite dans un but de sécurité et de salubrité publique.

Quelques uns d'entre eux, Terpat, Meunier et le fameux granitier Régault (le-et-Villaine), ont fait leur chemin de Damas et sont devenus millionnaires, comme de bien entendu.

Les autres, en général, s'ingénient à suivre le même courant et, pour ce faire, négligent la qualité pour la quantité, ce qui en terme préjudicatif veut dire « sabotage et surproduction ».

Des accidents mortels récents que nous avons qualifiés de criminels, sont le résultat de cette exploitation de l'homme par un autre homme. Nous continuerons à les dénoncer publiquement comme nous le faisons aujourd'hui pour ce qui suit :

Dans le « Bulletin Municipal Officiel » et complet du 23 mai dernier, un conseiller municipal M. Castellaz, a l'honneur « si toutefois ça peut en être un, de demander à M. le Préfet d'intervenir d'urgence pour rappeler le concessionnaire (sic) des travaux de la pose de pompiers de la porte Champert, au respect du cahier des charges de la ville de Paris, portant interdiction de marchandage ».

L. préfet a fait répondre par un de ses larbins à gages, un architecte de 20^e ordre, sans doute, que « cette pratique est courante par raison de la tampon de la pierre étant raréfié (sic) les ouvriers qualifiés se trouvent aujourd'hui en petit nombre, etc ».

En terme de bâtiment nous qualifions le personnage répondant de... Gonjaf

En effet, nous connaissons des chantiers de taille de pierre équipés à la « Moderne » par des entrepreneurs et qui fonctionnent normalement et les compagnons n'y font pas défaut.

Or, en l'occurrence, le syndicat intéressé avait cru bon de saisir de la question un de ses anciens corporants qui fut autrefois un militant des plus actifs de notre fédération et qui est devenu conseiller municipal de la V. P., le célèbre Georges Thomas.

Autrefois, en effet, G. Thomas fut un anarchiste contre les tacherons et aujourd'hui qu'il est au ratelier il n'a cru bon d'intervenir qu'en signalant le fait au bureau du Conseil.

Cette façon peu cavalière de traiter ses anciens « coteries » ne laisse pas que d'impressionner les militants, elle confirme la règle du monsieur qui s'en fait parce que parvenu au Pinacle politique.

Nous savons qu'en se « défarguant » d'une façon aussi désinvolte d'une question aussi grave, d'autres conseillers s'en sont saisis qu'ils étaient moins qualifiés que G. Thomas.

Nous faisons ressortir deux choses : 1^{re} la violation flagrante et facile du cahier des charges et, partant, l'impuissance des pouvoirs publics ; 2^e l'impossibilité pour le syndicat « intéressé » de se livrer à une action plus directe, c'est-à-dire chasser le tacheron. Cela s'est fait autrefois, aucune raison ne s'oppose à se livrer aujourd'hui encore à cette dureté.

D'ailleurs nous espérons bien revenir sur cette question et le « Bulletin Municipal Officiel » et « complet » ne sera pas sans nous faire connaître la réponse qui sera faite au conseiller interpellateur qui ne sera pas G. Thomas.

Quand donc les syndicalistes revendiqueront-ils assez de force pour faire aux tacherons et mettre hors d'état de nuire les Pieuvres ? Oui, guerre aux tacherons.

La 3^e Région Fédérale du Bâtiment.

ATTENTION !

Une pression s'exerce actuellement sur certaines entreprises, pour inviter les exploitants à s'assurer socialement.

Cette honte, qui consiste à prendre sur le salaire déjà dérisoire, une dime qui doit suppléer à la défaillance de l'Etat et du patronat, est de nature à prouver l'impuissance budgétaire d'un gouvernement aux abois.

Il s'agit de se ressaisir et de ne pas permettre aux patrons de se substituer au fisc, en laissant tondre encore les maigres salaires qui sont dévolus aux gars du bâtiment.

Il faut que l'Esquerrie cesse avant d'avoir plein effet. Prolos de la Bâtisse, rappelez-vous qu'une certaine cuisse des invalides de la Marine fut autrefois pillée par le Gouvernement.

L'indigence de l'Etat ne doit pas nous alarmer, qu'il fasse payer d'abord toute la flibuste qui n'est pas en règle avec lui. Quant à nous, pas un sou, pas un centime pour ces nouveaux disciples d'Escobard.

Le Bureau Régional.

DANS LE S. U. B.

Gimettiers, maçons d'art et aides. — N'oubliez pas camarades, votre assemblée, qui a lieu le 22 juin à 9 h. 30 à la salle Henri Ferrault, Bourse du Travail. Nous pensons que les copains auront à cœur de ne pas manquer cette

réunion où d'importantes décisions seront prises au sujet de la propagande à mener par notre Section. — Le Conseil.

Commission du journal. — Les camarades sont priés d'apporter de la copie pour la « Proletaire » le plus vite possible afin que ce dernier paraisse en temps voulu.

1^{re} Union Régionale. — Syndicat général des Travailleurs de l'ameublement. — Tous les camarades sont invités à être présents à la réunion générale du Syndicat qui aura lieu le Mardi 24 juin à 18 heures, salle Vigier, 170, faubourg St-Antoine.

Présence assurée d'un délégué de l'Union Régionale.

LA VOIX DE PROVINCE

(suite de la 3^e page)

TOULOUSE

Pour Pons et Blanco

Voici l'ordre du jour adopté à la réunion pour nos deux camarades :

Les prolétaires toulousains, réunis à la Bourse du Travail, samedi 7 juin, sans distinction de parti et se plaçant au-dessus de toutes préoccupations d'ordre politique, respectueux du droit d'asile, protestent avec la plus farouche énergie contre la décision prise par la chambre des mises en accusation de Montpellier qui s'est prononcée en faveur de l'extradition des deux militants syndicalistes espagnols Pons Dillmer et Blanco Martinez.

Ennemis nés de toutes les réactions et de tous les fascismes, ils ne se feront jamais les complices de la répression bourgeoise, cléricale ou monarchiste, ils s'opposeront de toutes leurs forces au projet d'assassinat perpétré par le capitalisme espagnol aux abois. S'ils n'ont pu arracher aux bourgeois américains les courages Sacco et Vanzetti, ils refuseront de livrer aux bourreaux espagnols les deux emprisonnés de Montpellier.

Ils demandent au gouvernement français de ne pas endosser une telle responsabilité et se déclarent prêts à lutter sans trêve ni repos pour le respect de la liberté d'opinion contre les lois scélérates et contre le péché de mort, exigent leur mise en liberté et se séparent aux cris de Vive la liberté pour les victimes de la dictature Vive le droit d'asile ! A bas les dictatures !

Jeunesse : justice bourgeoise devrait-on dire...

Sous ce titre ambigu, le journal de la Démocratie « La Dépêche de Toulouse », du 6 juin, nous relayait un fait étonnant qui se passe devant le tribunal correctionnel de notre bonne ville.

« Depuis le début de l'audience correctionnelle que présidait M. Moras, Pierre N... un mineur de 17 ans, protestait à mi-voix, en attendant son tour de comparution, « Injustice ! » « Mort aux vaches ! », « Canailles ! ». Du banc de la presse on entendait ces bribes de délire... »

Car, vous devez savoir que ces messieurs de la presse, les journalistes, ont une haine résignée à leur respectable personne, dans le temple de Thémis, la paralytique. Eh ! comment feraient-ils donc pour alimenter la rubrique chère aux ragots des concierges, des hommes bourgeois ou bigottes se pavanant en lisant toutes ces sortes d'affaires...

Son tour arrive enfin : « Moi ? qu'est-ce que vous voulez, mon président, suis-je coupable ? oui, une haine résignée à leur respectable personne, dans le temple de Thémis, la paralytique. Eh ! comment feraient-ils donc pour alimenter la rubrique chère aux ragots des concierges, des hommes bourgeois ou bigottes se pavanant en lisant toutes ces sortes d'affaires... »

Paternel, le bon président (sont-ils bons et ont-ils des entrailles de père ces sortes de gens) s'évertue à expliquer au gendarme qu'un malade ne guérit jamais du jour au lendemain et qu'il faut toujours prolonger, mesure de sagesse et de garantie, la cure de remèdes entraineux.

Puis, ferme, transposant cette métaphore dans le domaine de la santé morale :

« Et voilà pourquoi, mon ami (quelle ironie, quelle duplicité ou quel sadisme, de la part d'un individu devant personifier l'homme intégral, la justice...) Le tribunal vous envoie quel temps... dans un patronage d'ou, il faut l'espérer, vous deviendrez meilleur... »

Quel paradoxe ! Peut-on devenir meilleur dans une maison de correction où l'on couloie tous les vices innombrables, toutes les tares, toutes les perversions, toutes les maladies dangereuses telles que la syphilis, la tuberculose ou toutes les passions engendrées par ce milieu mauvais et malsain, se font jour et connaissent à ces enfants, car, ce sont des enfants que la justice bourgeoise envoie dans ces enfers-là.

Et puis, cet enfant, ce gosse de 17 ans, avait supprimé le délit, puisqu'il avait remboursé le plaigiste. Mais voilà, il faut faire des exemples et cette justice inexorable frappe et s'abat sans pitié sur les petits, croyant par sa féroce suppression des délits, les crimes, dit-elle.

Crimes et délits, vous les connaissez, immondes, pourris et scélérats, honnêtes. Allons donc ! mais ce que vous qualifiez ainsi n'est que le fruit de votre éducation gendrée, basée sur le vol et la violence. Romains filmés policiers et autres, croyez-vous qu'une cervelle d'enfant trop faible pour ces choses-là peut y résister.

Et puis encore, devant tous les vols que vous commettez criminellement, sans que vous des l'humanité, devant votre luxe que vous étalez avec pudeur, devant vos festins ontranciers, ne pensez-vous pas à avoir des imitateurs ?

Mais voilà : « Selon que vous serez riches ou puissants, la justice des hommes vous atteindra », c'est-à-dire que la justice est dure aux faibles, aux opprimés, mais douce aux puissants, aux spoliateurs.

Mais revenons au jugement, après la sentence de Pierre N... le condamné réintégré dans la chambre des détenus, voit une corde qui pendait au mur, se l'enroule autour du cou et tente de se étrangler, ses gardiens réussissent à le maîtriser. Mais à peine lui-a-t-on enlevé la corde qu'il tente de se frapper la gorge avec un morceau de verre qui se trouve là, nouvelle tentative de suicide, mais, cette fois-ci, Pierre N... est retenu par la poigne solide des représentants de l'ordre, menottes, camisole de force, etc., durant être employées par ces braves gendarmes et est porté dans la voiture cellulaire qui le conduit à la maison d'arrêt. Avant que le son de la cloche ne se fasse entendre, le jeune inculpé se dit : « Je m'en fous, je veux mourir ! »

Devant ces tentatives de suicide, croyez-vous que le cœur des chats fourrés se soit ému ? (En ont-ils un, ces individus-là ?) Ah ! non ! Il faut bien que le respect de l'ordre, de la propriété et de la justice, établis au profit d'une certaine classe ne soient fortifiés au pied... que deviendront-ils ?

En effet, devant ces tentatives de suicide, ils n'auraient plus eu leur raison d'exister, tandis qu'en l'envoyant dans un patronage de redressement et, nous les commissions, ces sortes d'institutions soi-disant philanthropiques, ils préparent un individu qui, à sa sortie, sera une proie saine et défendue livrée à leurs griffes. La justice se doit d'être sans faiblesse et de frapper sans pitié tous ceux qui tombent entre ses mains.

Mais n'aurait-il pas mieux valu qu'ils le remettent en liberté, car cet enfant n'était pas entièrement pervers et avait rendu le produit de son larcin, tandis que là-bas, dans l'enfer de ces bagues où l'on prépare des millions de milliards, on ne demandait qu'à s'éveiller au bon et au beau. Et puis, encore, n'aurait-ils pas à se reprocher la mort d'un être jeune, car

LA VIE DE L'UNION

COMMISSION ADMINISTRATIVE

SEANCE DU 2 JUIN

Le camarade Lente est mandaté pour écrire aux groupes adhérents à l'U.A.C.R., afin de leur rappeler les obligations financières prises en leur nom, au dernier congrès, en faveur de l'Union Anarchiste, et leur demander de s'y conformer dans la mesure du possible.

En raison de la tension diplomatique entre la France et l'Italie et des bruits de guerre qui se font entendre, la Commission Administrative décide la tenue d'un vaste meeting à Paris contre la guerre menaçante. Elle le décide d'autant plus qu'elle n'est pas sans ignorer l'infâme besogne qui se poursuit dans les milieux ouvriers pour présenter la guerre qui vient comme une lutte contre le fascisme, comme une nouvelle guerre sainte, quoi.

Envisageant à nouveau la situation financière de notre Libertaire, la C. A. conclut que le meilleur moyen de renflouer notre journal, c'est de s'y abonner. Et dans l'espoir d'y encourager les uns et les autres elle décide d'offrir à tout nouvel abonné un lot de brochures intéressantes. Elle pense que les lecteurs du Libertaire, acheteurs au numéro, comprendront le sacrifice qui est consenti, afin de trouver des ressources régulières à notre organe, et que les abonnements vont affluer sans tarder.

PARIS-BANLIEUE

Pour l'organisation du meeting. — Une permanence aura lieu samedi 21 juin, de 2 h. à 7 h. 30 et dimanche de 8 à 10 h.

Nous invitons les camarades à passer nous aider pour pliage d'affiche, timbrages ainsi que pour la formation d'équipe de colleurs.

Les groupes ou camarades qui possèdent du matériel (seau et pinceau), sont invités à le faire rentrer au plus tôt.

Nous comptons sur l'aide de tous nos camarades. — L'U.A.C.

Groupe du 14^e et 12^e. — Réunion de tous les camarades et sympathisants, le mercredi 25 juin, à 20 h. 30, au 170, du Faubourg Saint-Antoine, salle Vigier.

Continuation de la discussion, sur un groupe d'achat en commun.

Groupe du 10^e, 43^e, 20^e. — Réunion mardi 24 juin à 21 heures, 72, rue des Prairies, Complesse, salle Vigier.

Groupe du 15^e. — Réunion vendredi, à 21 h., rue Mademoiselle, 85. Présence indispensable de tous.

Groupe anarchiste des 17^e et 18^e. — Mardi 24 juin à 20 h. 30, 48, rue Duhamel, réunion des adhérents. Présence indispensable.

Groupe Régional d'Antony. — Pour Pons et Blanco ! Afin de mener une campagne énergique dans la banlieue Sud contre l'extradition de nos deux camarades espagnols, le groupe régional prend l'initiative de convoquer une assemblée générale le samedi 28 juin à 20 h. 45, café de l'Espérance, maison Anglade, 40, Grande-Rue, à Bourg-la-Reine.

Tous les anarchistes de la région se feront un devoir d'y assister. — Le Secrétaire : Roger Durot.

Argenteuil. — Les camarades sont invités à venir à Carrières, le samedi 21. La réunion du

peut-être maltraité-t-il son projet à exécution et se suiciderait-il, mais la justice bourgeoise doit frapper et ne tient aucun compte de ces considérations, pourtant humaines.

Justice ! justice de classe, devriez-vous dire. Ah ! que ne souffre un vent régénérateur qui balayera tous les chats fourrés et toutes les institutions dont ils découlent, et amène à leur place une ère de justice, de bonheur et de liberté égale pour tous.

L. Nan.

COMITÉ DE L'ENTR'AIDE

Comité de l'Entr'aide. — Réunion plénière du Comité, le vendredi 4 juillet, à 21 heures, bureau 30, 4^e étage, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau. Ordre du jour très important.

Réunion de la Commission de contrôle même jour, même lieu, à 20 h. 15 très précises.

Anarchistes Syndicalistes Révolutionnaires

Avez-vous pensé à soutenir LE LIBERTAIRE ? Il ne vit que par vous et pour vous.

Communications Diverses

Les Amis de l'Encyclopédie Anarchiste se réuniront le mardi 8 juillet, à 21 h. 15, au restaurant coopératif : La Solidarité, 15, rue de Meaux, contre Combat. La Vie de l'E. A. et causerie par un camarade.

Le numéro 483 de l'En-Dehors est paru. Au sommaire : Souvenirs... le Verbe (Albert Libertad) ; Réalités, Vérités (G. de Lacaze-Duthiers) ; Nos centres d'intérêts et les réflexions qu'ils suscitent ; La camaraderie amoureuse (Vera Livinska) ; Le Diogenisme (Sébastien Gomila) ; Correspondance ; contribution à l'histoire des milieux de vie en commun ; période fourrière ; les colonies communistes et coopératives, III (Léon) ; Notre point de vue (E. Armand) ; Banditisme, Christianisme, Individualisme (E. Bertrand) ; Théosophie, III (E. Fournier) ; Réflexions d'actualité sur le sexualisme, XII (E. Armand) ; Occultisme (L. Barbédette), etc., 0 50.

L'E. A. — 30^e fascicule. — Après un retard anormal dû à la réorganisation de l'imprimerie, l'Encyclopédie anarchiste publie son 30^e fascicule. Des sujets de premier plan y figurent tels Malthusianisme (fin), mariage, marxisme, mase (début). Ces problèmes sont étudiés : Malthusianisme par Lyon, Narsetian, Armand ; mariage par Narsetian, Pierrrot et Armand. Le Marxisme (vu sous l'angle du socialisme communiste) est exposé par A. Dunois ; le point de vue du communisme anarchiste est présenté par Goujon, M. Pelletier, Stachelberg. Sa critique, au regard

groupe sera remise à une date ultérieure. — Mornet.

Groupe régional de Bezons. — Réunion du groupe le samedi 21 juin à 20 h. 30, café de l'Abbaye, Grande-Rue, à Carrières. Causerie par le camarade Lemeillour sur le sujet : « La Guerre qui vient » et « aurons-nous un nouveau manifeste des Seize ». Les lecteurs du « Libertaire » et sympathisants sont cordialement invités.

Choisy-le-Roi et région. — Dimanche 22 juin, à 10 heures du matin, café « A tout va bien », 41, rue Auguste-Blanchi à Choisy, réunion de formation du groupe.

Pressant appel est fait aux lecteurs du « Libertaire » habitant la région.

Pour les camarades d'Ivry-Vitry, prendre le 83, jusqu'au terminus, la salle est à côté.

Livry-Gargan. — Réunion du groupe samedi 21 juin à 21 heures, salle Coulon, rue de Paris. Causerie par le camarade René sur « Les journées révolutionnaires de juin 1848. Suite et commentaires ».

PROVINCE

Aimargues. — Réunion du groupe samedi prochain, chez Châtellier, 74, rue Jeanne-d'Arc.

Angers. — Aux anarchistes de la région. — Le groupe d'Angers, au cours de la réunion du mardi 10 courait à décidé de profiter de la période d'été pour préparer l'organisation de tournées de conférences pour l'automne prochain, aussi nous invitons les camarades de la région à venir nous rejoindre le plus tôt possible aux lettres qui leur seront adressées afin de ne pas compliquer et retarder le travail.

Nous comptons sur la bonne volonté des copains afin que nous puissions au cours de cette année faire un travail de propagande effective.

D'autre part, il faudra songer à la création de la Fédération de l'Ouest, j'espère que nos camarades de Brest accepteront de s'occuper de la correspondance à ce sujet.

Il faut que nous sortions de l'inactivité dont font montre les groupes depuis un certain temps. Au moment où il est plus nécessaire que jamais d'être vigilants, déployons au moins le maximum d'activité. — F. Bonnaud.

Brest. — On trouve le « Libertaire » chez Tréguier à la Maison du Peuple. Les copains désireux de s'abonner se rendent chez lui ou qui voudraient souscrire pour le « Libertaire » peuvent s'adresser à Tréguier, qui fera le nécessaire.

Groupes d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

Groupe de Pénas. — Le groupe de Pénas se réunit tous les dimanches matin, chez Ricard, boulangerie, 11, rue Saint-Jean. Librairie, journaux. Appel à tous les sympathisants.

Groupe anarchiste communiste de St-Etienne. — Permanence tous les jeudis, salle 20, Bourse du Travail, inscription des adhérents. Versements de la cotisation mensuelle : 5 fr. Organisation de promenades estivales.

Groupe anarchiste communiste de Toulouse. — Le groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30 au siège, 43, rue Saint-Charles. Versements de la cotisation mensuelle : 5 fr. Organisation de promenades estivales.

Groupe d'actuels en commun, répartition des denrées, le dimanche matin au siège, 43, rue St-Charles.

Librairie. Une librairie volante se tient tous les dimanches matin, boulevard de Strasbourg, angle rue St-Bernard.

du socialisme rationnel est faite par E. Soubeyran. Au mot masse : la définition générale par Soubeyran et les premières pages de l'étude de Delaunay.

Dans ce fascicule sont à lire maintes études documentaires, telles : mammifères (Léon) ; manichisme (Armand) ; manie (Dr Legrain) ; manoeuvre (Cote) ; manuel (Rothen et Kellhoff) ; manufacture (Bastien) ; martyr (Barbedette) ; marine (G. Chéron)...

A signaler encore : mandat (Besnard) ; manifestation (Bastien) ; manifeste (Lamarque) ; manne et marchandage (Lapéyre) ; marchandage et marché (Soubeyran) ; marée (Stachelberg)...

L'Encyclopédie donnera, avec son 31^e fascicule, des pages instructives sur massacres, matérialisme et matière, matriarcat et mazdaïsme, médecin et médecine, mémoire et mémoires, etc...

Embarrassé peu à peu des difficultés matérielles, l'E. A. va désormais poursuivre une marche toujours plus régulière et plus sûre. Des parutions plus fréquentes répondront à l'